

LES **ÉTUDES**  
DU CONSEIL  
ÉCONOMIQUE  
SOCIAL ET  
ENVIRONNEMENTAL

La coopération  
franco-allemande  
au coeur du projet européen

~  
Die deutsch-französische  
Zusammenarbeit im Mittelpunkt  
des Europäischen Projekts

Alain Terrenoire

2013

2013-03

NOR : CESL110003X

Mercredi 23 janvier 2013

# JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mandature 2010-2015 – Séance du 9 janvier 2013

## LA COOPÉRATION FRANCO-ALLEMANDE AU COEUR DU PROJET EUROPÉEN

~

## DIE DEUTSCH-FRANZÖSISCHE ZUSAMMENARBEIT IM MITTELPUNKT DES EUROPÄISCHEN PROJEKTS

Etude du Conseil économique, social et environnemental

présentée par

**M. Alain Terrenoire, rapporteur**

au nom de la

**section des affaires européennes et internationales**

Question dont le Conseil économique, social et environnemental a été saisi par décision de son bureau en date du 10 juillet 2012 en application de l'article 3 de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au Conseil économique, social et environnemental. Le bureau a confié à la section des affaires européennes et internationales la préparation d'une étude sur *La coopération franco-allemande au coeur du projet européen*. La section des affaires européennes et internationales, présidée par M. Yves Veyrier, a désigné M. Alain Terrenoire comme rapporteur.



# Sommaire

■ Synthèse de l'étude	4
■ Étude	8
■ Introduction	8
■ France/Allemagne : un dialogue et une coopération inégalés	9
■ Un maillage institutionnel extrêmement dense	9
✎ Le constat	9
✎ Les instruments de ce dialogue	11
■ Une relation de confiance	12
✎ Un partenariat aux multiples acteurs	12
✎ Un rôle moteur dans les avancées européennes	14
■ La relance de la coopération France/Allemagne	16
■ La redynamisation du dialogue	17
■ La relation franco-allemande au centre de l'avenir de l'Union européenne	20
✎ L'approfondissement politique et démocratique de l'Union européenne	21
✎ La gouvernance économique et financière	22
■ Conclusion	23
<b>Annexes</b>	24
<i>Annexe n° 1 : composition de la section des affaires européennes et internationales</i>	24
<i>Annexe n° 2 : résultat du vote de l'étude en section, le 20 novembre 2012</i>	26
<i>Annexe n° 3 : bibliographie</i>	27
<i>Annexe n° 4 : liste des personnes auditionnées</i>	28
<i>Annexe n° 5 : table des sigles</i>	29
<b>Annexe n° 6 : traduction intégrale de l'étude en Allemand</b>	<b>30</b>

# LA COOPÉRATION FRANCO ALLEMANDE AU COEUR DU PROJET EUROPÉEN

## Synthèse de l'étude

Avec le Traité de l'Élysée signé le 22 janvier 1963, le Général de Gaulle et le Chancelier Konrad Adenauer ont imprimé un élan et tracé, à l'intention de leurs peuples respectifs et plus largement à toute l'Europe, un cap et une vision mobilisatrice pour l'avenir. Au moment où l'Union européenne s'est vue décernée le prix Nobel de la Paix, force est de reconnaître que ce traité reste, cinquante ans après sa signature, indispensable à la construction européenne. Et quelles qu'aient été les difficultés rencontrées, les deux partenaires n'ont eu de cesse de s'y référer pour fortifier leur nécessaire entente.

Dans ce contexte, la célébration du cinquantième anniversaire de l'amitié franco-allemande, au-delà des commémorations officielles et des manifestations qui associent les sociétés civiles dans toutes leurs composantes de part et d'autre du Rhin, doit être l'occasion pour la France et l'Allemagne de faire, avec lucidité et sans concession, un bilan de leur coopération et de dessiner le chemin à emprunter pour approfondir leur relation et faire face aux défis qui se posent à l'Union européenne.

---

## Un dialogue et une coopération inégalées

---

### Quelques constats liminaires

- Le dialogue politique entre les dirigeants français et allemands ne s'est jamais imposé de lui-même mais il a toujours permis de surmonter les différends.
- En 50 ans, l'entente franco-allemande a été confrontée à bien des bouleversements, en Europe et dans le monde. L'implosion de l'URSS et les considérables bouleversements qui en ont résulté en Europe - avec notamment la réunification de l'Allemagne et la dissolution du Pacte de Varsovie -, n'ont pas été sans conséquences.
- Le partenariat entre la France et l'Allemagne n'a jamais été figé. Il a constamment évolué pour répondre aux défis nouveaux et créer les conditions de la transformation de l'Union européenne

---

### Un maillage institutionnel extrêmement dense

#### Les instruments de ce dialogue :

La concertation franco-allemande a évolué au fil du temps. Elle s'est élargie, consolidée et densifiée au fil du temps. Aux ordres du jour très larges a progressivement succédé une coordination thématique et plus opérationnelle. Parmi les grandes structures de concertation bilatérale figurent : le Conseil des ministres franco-allemand, le Conseil économique et financier franco-allemand (CEFFA), le Conseil franco-allemand de défense et de sécurité, le Haut Conseil culturel franco-allemand HCCFA, le Conseil franco-allemand de l'environnement, le secrétariat général pour la coopération franco-allemande...

## Un partenariat aux multiples acteurs :

L'entente franco-allemande est ancrée au cœur des sociétés et de la vie économique, sociale et culturelle des deux pays. La présence d'un important dispositif militaire sur le territoire de la RFA a également contribué à l'établissement de liens étroits entre les deux pays. En tout état de cause, aucun autre partenariat au monde n'a atteint une telle intensité et un tel degré d'organisation avec :

- les échanges de jeunes dans le cadre de l'Office franco-allemand pour la jeunesse : plus de 8 millions de jeunes Français ont participé à environ 300 000 programmes ;
- les trois lycées franco-allemands (Sarrebuck, Fribourg et Buc), les quinze établissements de l'AEFE, l'Université franco - allemande qui s'appuie sur un réseau de 169 établissements d'enseignement supérieur des deux côtés du Rhin ;
- la chaîne franco-allemande Arte ;
- les nombreux acteurs privés investis dans des collaborations parfois anciennes et institutionnalisées : jumelages entre villes, départements ou régions, les partenariats entre entreprises françaises et allemandes, syndicats de salariés, organisations agricoles, chambres de commerce et d'industrie, de métiers et de l'artisanat.

---

## Un rôle moteur dans les avancées européennes

La France et l'Allemagne ont largement contribué :

- à l'architecture institutionnelle actuelle de l'Union européenne avec notamment la création en 1974 du Conseil européen, l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen depuis 1979, l'extension du vote à la majorité qualifiée ...
- au processus d'intégration économique avec la mise en place en particulier du marché unique, de la politique agricole commune...
- à l'ajout d'un volet politique au Traité de Maastricht avec la création d'une Politique étrangère et de sécurité commune et l'adoption du concept franco-allemand de sécurité et de défense

---

## La perspective : la relance de la coopération

L'entente entre les deux pays, sans être exclusive, est une nécessité dont ils ont toujours su montrer la voie en tirant, par le dialogue et une approche pragmatique, le meilleur de ce qui les rapproche : l'économie sociale de marché, la protection de l'intérêt général avec la reconnaissance du rôle protecteur et redistributif de l'État, l'organisation des relations internationales par la promotion des normes et de modes de régulation.

---

## La redynamisation du dialogue

- L'agenda franco-allemand 2020, adopté le 4 février 2010, est avec ses 80 propositions pour la décennie en cours, le cadre de référence du développement de la coopération franco-allemande. Il retient six grands domaines d'action dans lesquels nos deux pays doivent unir leurs efforts afin de fortifier leur partenariat au service d'une Europe consolidée.

- Parmi les priorités déclinées, il convient de mettre l'accent sur : la priorité à une croissance durable tournée vers la recherche, l'innovation, la compétitivité ; l'énergie, le climat, la biodiversité ; le développement de cursus et de diplômes bilingues à tous les niveaux de l'enseignement ; la relance de la coopération bilatérale et européenne pour le développement de l'industrie de l'armement ; l'enracinement de la relation dans les sociétés française et allemande par le rapprochement des citoyens.

---

## L'avenir de l'union européenne au cœur de la relation franco-allemande

L'Europe est au pied du mur : la crise de l'euro a été un puissant révélateur d'une crise institutionnelle, politique et démocratique plus profonde qui requiert un renforcement des solidarités à tous les niveaux des sociétés. Le défi est de taille. Face à des opinions publiques inquiètes sur le devenir de l'édifice européen et sur leur propre avenir, il s'agit de se diriger vers un approfondissement de la dimension politique et démocratique de l'Union européenne afin de restaurer une confiance fortement mise à mal et de faire des Européens de vrais acteurs des évolutions présentes et à venir.

### L'approfondissement politique et démocratique de l'Union européenne

- Le débat autour des voies et moyens d'un approfondissement de l'Union européenne indissociable d'une vision politique à plus long terme est largement posé.
- Dirigeants politiques, analystes, observateurs partagent le constat que l'Europe doit franchir une nouvelle étape : les institutions européennes, dans leur architecture et leur mode de fonctionnement, ont jeté un éclairage sans concession sur les faiblesses de la gouvernance actuelle de l'Union européenne ; leur extrême complexité, leur manque de transparence contribuant à la perpétuation de l'image d'une Europe technocratique, abstraite et inaccessible à la compréhension de tout un chacun.
- Le double défi pour l'Europe :
  - la réforme de ses institutions autour des transferts de compétences nationales que chaque État, dans une démarche de souveraineté partagée, serait prêt à consentir, dans le cadre d'instances remodelées et démocratiquement plus légitimes.
  - la mobilisation et l'adhésion des sociétés civiles en dessinant un cap qui ne se réduise pas à l'équation rigueur/relance de la croissance mais qui redonne un horizon politique incarné dans des projets et des espaces de solidarité et de proximité porteurs de sens et d'avenir pour les peuples et singulièrement pour les jeunes.

## La gouvernance économique et financière

Après le Conseil européen des 28 et 29 juin, l'objectif pour les deux pays est double :

- l'approfondissement du chantier relatif à la gouvernance économique et financière avec en particulier la mise en place progressive du mécanisme de surveillance bancaire.
- la mise en application du pacte pour la croissance et l'emploi à l'aune, et de la montée du chômage, des inégalités et de la précarité en Europe, et du débat de plus en plus prégnant sur l'adéquation des plans de rigueur au contexte de récession actuel et la modestie de l'enveloppe de ce pacte.



# Étude

---

## Introduction

Si pendant des siècles, les peuples allemands et français ont été entraînés dans des guerres, le désir de paix et d'union entre les Européens est né d'une volonté partagée de mettre fin de façon irrévocable aux conflits qui ont déchiré l'Europe.

Après l'échec, dans une Europe des années 30 confrontée à la montée des nationalismes, à la xénophobie et au racisme, de l'initiative portée par Richard Coudenhove-Kalergi<sup>1</sup> et exposée à la Société des Nations par Aristide Briand, le message de paix envoyé le 9 mai 1950 par Robert Schuman ouvrait la voie à de nouvelles perspectives. Inspiré par Jean Monnet, il suggérait, avec le projet de Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, la mise en commun d'intérêts économiques entre six pays d'Europe occidentale. Sept ans plus tard, le Traité de Rome, instituant le marché commun, conforta cette ambition en amorçant ce qui allait devenir à la fin du XX<sup>e</sup> siècle la première zone économique et commerciale de la planète, dotée d'une monnaie unique et réunissant la troisième population mondiale.

Après le rejet de la Communauté européenne de Défense et du Plan Fouchet pour une union politique de l'Europe présentée par le Président français à ses partenaires, le Général de Gaulle proposa, en 1962, au Chancelier Konrad Adenauer l'instauration d'un partenariat exemplaire entre les deux pays.

Avec le Traité de l'Élysée signé le 22 janvier 1963, ces deux Hommes d'État ont ainsi su créer un élan et tracer, à l'intention de leurs peuples respectifs et plus largement à toute l'Europe, un cap et une vision mobilisatrice pour l'avenir. Au moment où l'Union européenne s'est vue décerner le prix Nobel de la Paix, force est de reconnaître que ce traité reste, cinquante ans après sa signature, indispensable à la construction européenne. Et quelles qu'aient été les difficultés rencontrées, les deux partenaires n'ont eu de cesse de s'y référer pour fortifier leur nécessaire entente.

Dans ce contexte, la célébration du cinquantième anniversaire de l'amitié franco-allemande, au delà des commémorations officielles et des manifestations qui associent les sociétés civiles dans toutes leurs composantes de part et d'autre du Rhin, doit être l'occasion pour la France et l'Allemagne de faire, avec lucidité et sans concession, un bilan de leur coopération et de dessiner le chemin à emprunter pour approfondir leur relation et faire face aux défis qui se posent à l'Union européenne.

---

1 Dès 1922, Richard Coudenhove-Kalergi a proposé l'organisation d'une Europe réunie et pacifiée grâce à la mise en commun d'intérêts économiques. Son projet d'Union Paneuropéenne a inspiré le plan d'Union fédérale européenne soumis en 1929 par Aristide Briand à la Société des Nations.

---

## France/Allemagne : un dialogue et une coopération inégalés

---

### Un maillage institutionnel extrêmement dense

Le dialogue politique entre les dirigeants français et allemands ne s'est pas imposé de lui-même mais sa pratique volontariste a toujours permis de surmonter les différends. En 50 ans, l'entente franco-allemande a été confrontée à bien des bouleversements, en Europe et dans le monde, et dans ces conditions, l'incertitude s'est parfois installée. Mais comment aurait-il pu en être autrement ? L'implosion de l'URSS et les considérables bouleversements qui en ont résulté en Europe n'ont pas été sans conséquences. **Le partenariat entre la France et l'Allemagne n'a jamais été figé et ne saurait l'être.** Il a constamment évolué pour répondre aux défis nouveaux. Il a façonné le visage actuel de l'Union européenne en contribuant activement aux différentes étapes de sa transformation, en favorisant son approfondissement et en étant au centre des débats sur ses élargissements successifs.

### Le constat

**Le partenariat franco-allemand souhaité par le Traité de l'Élysée a rapidement été mis à l'épreuve**, notamment dans les années 70-80 avec la politique d'ouverture privilégiée vers l'Est (Ostpolitik) conduite par Willy Brandt puis avec la crise économique. **Elles n'empêcheront néanmoins pas la consolidation de la relation de confiance entre les deux pays**, illustrée notamment par l'initiative conjointe pour la création du système monétaire européen portée par H. Schmidt et V. Giscard d'Estaing et par le soutien exprimé devant le Bundestag par F. Mitterrand lors de la crise des euromissiles en mars 1983. La poignée de mains Mitterrand/Kohl, le 11 novembre 1984 à Verdun, est venue puissamment symboliser cette amitié. En 1989, la chute du mur de Berlin suivie de la réunification de l'Allemagne envers laquelle l'Europe entière a fait montre de solidarité ont signé une rupture, avant qu'en 1991, la dissolution du Pacte de Varsovie marque un tournant à l'échelle internationale.

**Avec une Allemagne recouvrant sa pleine souveraineté, les enjeux, les équilibres et les priorités de la relation franco-allemande s'en trouvaient remis en cause** et les bases sur lesquelles elle s'était appuyée durant 40 années fragilisées. C'est dans ce contexte qu'il convient de resituer les hésitations du président français à soutenir à ses débuts la réunification des deux Allemagnes et les interrogations sur l'implication de l'Allemagne dans le projet européen, son positionnement vis-à-vis des pays d'Europe centrale et orientale, de la Russie ou des États-Unis.

**Les années 1989-1990 ont effectivement été marquées par des tensions**, des déceptions et des malentendus. Inquiétudes, hésitations et circonspection se sont multipliées au plus haut niveau côté français, parfois nourries par l'attitude allemande - il a été reproché au Chancelier de pas avoir suffisamment informé et associé ses partenaires lors de la réunification -. **Mais les craintes d'une détérioration durable des liens tissés entre la France et l'Allemagne ne se sont pas matérialisées.** Bien au contraire, l'unité retrouvée de l'Allemagne a rééquilibré le lien, en signant une sorte de retour à une relation d'égal à égal. Mieux, elle a mis les dirigeants allemands et français face à leurs responsabilités et,

finalement, elle a donné une nouvelle vigueur au partenariat. Et c'est dans ce climat favorable que Paris et Berlin ont su être aux avant-gardes de la construction européenne au début des années 1990. Leur rôle dans les négociations du Traité de Maastricht, qui fera franchir une étape majeure à la construction européenne en concrétisant l'Union économique et monétaire, sera décisif.

Le succès n'est toutefois pas total, car en toile de fond, l'adhésion au projet européen s'affadit. **Durant les années 1990, l'eurosepticisme s'accroît et le couple franco-allemand apparaît, durant plusieurs années, comme paralysé**, incapable de « relancer la machine ». Entre 1994 et 1998, la relation est jalonnée de conflits, sur le Pacte de stabilité et de croissance ou la désignation du Président de la banque centrale européenne (1998) par exemple. En conséquence, durant les négociations des Traités d'Amsterdam (1997) et de Nice (2001), la concertation franco-allemande se grippe. Alors qu'il s'agissait de s'accorder sur les modifications à apporter à l'architecture institutionnelle de l'Union, pour l'adapter aux élargissements futurs, les discussions ont mis à jour de très fortes tensions entre Paris et Berlin sur les règles de vote et la pondération des voix au Conseil, la composition de la Commission et du Parlement européen ou encore sur les coopérations renforcées... Autant de désaccords préoccupants qui traduisent de véritables divergences.

Rappelons qu'en une décennie, le visage de l'Union européenne a profondément changé. Dans un contexte de crise économique, et face à des dossiers difficiles (PAC, budget européen...), chaque État membre, France et Allemagne comme les autres, privilégie ses propres intérêts. **Les alliances varient au gré des opportunités et la convergence Paris/Berlin n'est jamais acquise. C'est dans ces situations difficiles que les mécanismes institués par le Traité de l'Élysée prouvent toute leur utilité.** Depuis l'épisode de la CIG de Nice, la recherche d'un compromis sur les sujets européens entre les deux pays est systématique. Pour chaque question, la concertation repose sur une même méthode : les partenaires présentent leurs vues respectives avant d'échanger sans détour sur leurs éventuelles oppositions ou différences d'approche afin de définir une position de synthèse. L'objectif est simple et la méthode, fondée sur une connaissance exceptionnelle des points de vue, des réactions, de la mentalité et des arrière-pensées, a porté ses fruits. Durant la période Schröder/Chirac, après les incompréhensions du début, la coopération est efficacement relancée. La décision de laisser Jacques Chirac représenter le Chancelier Schröder lors du Conseil européen du 17 octobre 2003, pour défendre la position allemande devant les autres États membres, témoignera d'une confiance mutuelle retrouvée.

**Pour autant, la convergence franco-allemande demeure un défi permanent et de nouveaux obstacles ne manqueront pas de surgir car sur certains sujets, les partenaires poursuivent assurément des priorités différentes.** Un exemple, pour illustrer ce propos, tient à la relation de l'UE avec son voisinage au Sud et à l'Est<sup>2</sup>. En France, le rôle très actif de l'Allemagne pour approfondir le volet oriental de la PEV a nourri les craintes qu'elle ne se fasse au détriment du voisinage méridional. Réciproquement, la proposition française de créer une « Union Méditerranéenne », en dehors des structures de l'Union européennes et du cadre existant (le Processus de Barcelone), a suscité doutes et interrogations du côté allemand. Un compromis s'est esquissé en mars 2008 et les deux pays ont présenté un document conjoint au Conseil européen des 12-13 mars autour d'un projet désormais baptisé « Union pour la Méditerranée » et d'une relation équilibrée de l'UE avec ses voisinages de l'Est et du Sud.

---

2 Cf. l'avis du CESE sur *L'union européenne et ses relations de voisinage* présenté par M. Yves Veyrier le 12 mai 2009.

Ainsi, **les rapprochements franco-allemands sont la conséquence d'une ambition mais également d'une attitude pragmatique et d'un dialogue réussi.** Les principes et outils institués par le Traité de l'Élysée ou dans sa lignée ont prouvé leur utilité.

## Les instruments de ce dialogue

Le Traité de 1963 avait mis en place un calendrier contraignant de rencontres bilatérales et organisé une concertation dans trois domaines prioritaires : les affaires étrangères, la défense, l'éducation et la jeunesse. Mais au delà de ce dialogue de haut rang, c'est en réalité une ambition plus profonde que ses rédacteurs nourrissaient : celle de susciter un « réflexe de coopération » à tous les niveaux. Cinquante années après la signature du traité, la force de la concertation franco-allemande est de s'appuyer sur une multitude d'instruments qui forment un maillage unique au monde et qui sont autant d'espaces de facilitation des échanges.

Les modalités de cette concertation ont évolué. **Elle s'est élargie, consolidée et densifiée au fil du temps.** Aux grands sommets bilatéraux, qui réunissaient nombre de ministres autour d'ordres du jour très larges, a progressivement succédé une coordination thématique et plus opérationnelle. La modification du Traité de l'Élysée<sup>3</sup>, intervenue en 1988, s'est inscrite dans cette dynamique en créant trois nouvelles structures pour conforter le dispositif en place :

- **le Conseil économique et financier franco-allemand (CEFFA)** rassemble quatre fois par an les ministres des finances et de l'économie français et allemand ainsi que les gouverneurs des deux banques centrales avec l'objectif de rapprocher autant que de possible les positions sur les questions européennes et internationales économiques et financières ;
- **le Conseil franco-allemand de défense et de sécurité (CFADS)** se réunit au moins deux fois par an afin de consolider les relations entre les deux pays sur les questions de défense et de sécurité et de coordonner leur action. Il comprend les deux chefs d'Etat et de gouvernement, les ministres des affaires étrangères et de la défense et le chef d'Etat major des armées côté français, l'inspecteur général de la Bundeswehr côté allemand ;
- **le Haut Conseil culturel franco-allemand (HCCFA)** regroupe personnalités et professionnels français et allemands de la culture, dans toutes ses composantes – arts plastiques, théâtre, cinéma, musique, littérature... -. Il encourage les projets culturels communs et constitue un forum de réflexions et de propositions.

A cela s'est ajouté **le Conseil franco-allemand de l'environnement (CFAE)**, institué en 1989. Il réunit une fois par an les ministres en charge des questions écologiques et/ou du développement durable des deux pays pour harmoniser le plus possible les positions et lancer des initiatives communes.

Privilégiant l'opérationnalité, axée sur une approche thématique et présente à tous les niveaux, **la coopération franco-allemande n'en nécessite pas moins un suivi et une coordination. L'instauration d'un secrétaire général pour la coopération franco-allemande<sup>4</sup> dans chaque pays a répondu à cette exigence.** Rattachés directement

3 Protocole additionnel au traité de l'Élysée du 22 janvier 1988.

4 Actuellement, M. Michael Link, ministre adjoint aux Affaires étrangères et M. Bernard Cazeneuve, ministre déléguée auprès du Ministre des Affaires étrangères, chargé des Affaires européennes.

au Chancelier et au Premier ministre, ils sont assistés d'un adjoint du pays partenaire et disposent d'une structure appropriée<sup>5</sup>. Avec l'ensemble des ministères concernés, ils contribuent à la définition des politiques bilatérales adoptées lors des Conseils des ministres franco-allemands. Leur action de coordination et de « mise en musique » de la relation franco-allemande ne se limite pas aux administrations centrales des deux pays : les deux secrétaires généraux pour la coopération franco-allemande s'attachent également à renforcer les liens entre les collectivités locales et ont un rôle essentiel d'animation de la coopération entre les sociétés civiles<sup>6</sup>.

Reste que cette coordination ne peut se dispenser d'arbitrages politiques. Ils doivent intervenir rapidement pour répondre aux exigences de l'actualité internationale et plus encore de l'agenda européen. Alors que les Sommets franco-allemands avaient jusqu'alors lieu sur une base bisannuelle, le principe d'une réunion semestrielle des deux gouvernements au sein d'un « **Conseil des ministres franco-allemand** » (CMFA) a été acté à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire du Traité de l'Élysée, afin d'ancrer la concertation sur les thèmes d'actualité, en particulier européens, et de progresser de façon pragmatique sur des dossiers identifiés en amont. De même, les « **rencontres de Blaesheim** », du nom de la ville qui a accueilli le premier sommet informel de ce type entre le Président J. Chirac et le Chancelier G. Schröder, ont joué un rôle significatif et favorisé les entretiens directs. Quant aux Conseils européens, ils sont aussi l'occasion d'entretiens entre le Président français et la Chancelière allemande.

Le rapprochement des positions politiques passe également par l'approfondissement **des relations entre les parlements**. Les Bureaux de l'Assemblée nationale et du Bundestag se réunissent tous les ans pour aborder les grandes thématiques européennes et échanger sur les sujets nationaux inscrits à leurs agendas respectifs<sup>7</sup>. Là encore, c'est une coordination opérationnelle et systématique, impliquant au premier chef les commissions chargées des affaires européennes des deux assemblées, qui s'est imposée dans les faits.

---

## Une relation de confiance

### Un partenariat aux multiples acteurs

Loin d'être limitée aux seules autorités politiques, **l'entente franco-allemande est ancrée au cœur des sociétés et de la vie économique, sociale et culturelle des deux pays**. De plus, la présence d'un important dispositif militaire français sur le territoire de la RFA pour assurer la défense de celle-ci a favorisé dès l'origine le rapprochement franco-allemand par le développement de nombreuses relations amicales entre les unités des deux Armées. En tout état de cause, aucun autre partenariat au monde n'a atteint une telle intensité et un tel degré d'organisation.

**L'action entreprise en direction des jeunes français et allemands a joué un rôle déterminant de ce point de vue**. Indéniablement, elle a permis de donner corps à la solidarité franco-allemande, ou, pour reprendre les termes du Général de Gaulle, dans son célèbre discours de Ludwigsburg à la jeunesse allemande, de la « faire vivre » pour que

---

5 La « Mission Allemagne » en France, le « Arbeitsstab Frankreich » en Allemagne.

6 A travers, entre autres, une participation active à l'organisation de la journée franco-allemande et du prix de Gaulle-Adenauer.

7 Depuis 1991, ces rencontres sont élargies au parlement polonais.

« tous les milieux [...] se rapprochent toujours davantage, se connaissent mieux, se lient plus étroitement<sup>8</sup> ». Ces objectifs sont au cœur de l'action de l'**OFAJ**<sup>9</sup> (Office franco-allemand pour la jeunesse). Grâce à un réseau de 7000 partenaires réunissant associations de jeunesse, fédérations sportives, associations culturelles, lycées, universités, entreprises, chambres consulaires, centres de formation professionnelle, missions locales..., l'Office a permis en 50 ans et en dépit d'un budget non réévalué, à **plus de 8 millions de jeunes Français de participer à environ 300 000 programmes** : échanges scolaires et universitaires à destination des élèves et des enseignants, cours de langues, attribution de bourses, organisation de nombreuses manifestations binationales... Aujourd'hui, les programmes de l'OFAJ sont ouverts aux jeunes des autres pays de l'Union européenne et intègrent de nouveaux enjeux comme la formation, la mobilité des étudiants, des apprentis et des salariés, l'intégration ou l'engagement citoyen. Le projet de création d'un statut de stagiaire franco-allemand, les formations organisées avec la Chambre française de commerce et d'industrie, la mise en commun de moyens de promotion et d'accompagnement de la mobilité par les chambres de métiers et d'artisanat participent de cette évolution.

Quant à l'**Université franco-allemande** (UFA), elle constitue, à côté de l'OFAJ, un organisme binational singulier et emblématique de la coopération franco-allemande. Inaugurée en 1999, cette structure « sans murs » s'appuie en effet sur un réseau de **169 établissements d'enseignement supérieur** des deux côtés du Rhin pour proposer des cursus universitaires débouchant sur des diplômes binationaux - ou même trinationaux dans le cadre de coopérations avec des pays tiers -. L'UFA est financée à parité par la France et l'Allemagne et accueille environ **4600 étudiants**. Dans le secondaire, **les trois lycées franco-allemands** (Sarrebriick, Fribourg et Buc), **les 15 établissements de l'AEFE** en Allemagne et **les sections bilingues dites « ABIBAC »** - qui permettent de préparer simultanément le Baccalauréat français et « l'Abitur » allemand - sont autant de possibilités de scolarisation dans un environnement biculturel.

C'est encore cette volonté très forte de renforcer la connaissance, la compréhension et l'intérêt pour l'autre qui est à l'origine de la publication, en 2006, d'un **manuel d'histoire franco-allemand** à destination des lycéens qui compte certainement parmi les accomplissements les plus symboliques de la réconciliation. Le lancement en 1992 de **la chaîne franco-allemande Arte** est lui aussi venu concrétiser une initiative ambitieuse et unique au monde. Vingt ans après sa création, son audience est limitée - 1,5 % de part de marché en France, moins de 1 % en Allemagne. La chaîne, dont les programmes diversifiés se sont écartés d'un cadre purement binational, peut néanmoins se prévaloir d'une image très positive dans l'opinion.

Plus fondamentalement, tous les avis convergent pour considérer que la vitalité de la relation franco-allemande tient pour une part considérable à la forte implication de la société civile. **De nombreux acteurs privés sont investis dans des collaborations** parfois anciennes et institutionnalisées. **Les syndicats de salariés**, par exemple, **mais également les organisations agricoles, ont établis de solides liens de confiance avec leurs homologues d'outre-Rhin**. Des initiatives telles que le forum franco-allemand des syndicats,

---

8 « Discours devant la jeunesse allemande » - prononcé en allemand - le 9 septembre 1962.

9 L'OFAJ a été créé par l'accord intergouvernemental franco-allemand du 5 juillet 1963. Le 26 avril 2005, un nouvel accord a modifié son organisation, désormais structurée autour d'un Conseil d'Administration, d'un Conseil d'Orientation et de deux Secrétaires généraux, l'un Français et l'autre Allemand.

qui réunit chaque année le DGB<sup>10</sup> et les syndicats français, participent d'une meilleure connaissance des réalités économiques et sociales des deux pays et, au delà, encouragent la recherche de convergences sur les questions bilatérales mais aussi européennes.

Lors de son audition par la section, M. Baasner, directeur de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg, a également insisté sur le rôle **des jumelages entre villes, départements ou régions**. On en compte 2281 contre 1065 jumelages franco-britanniques et 881 jumelages franco-italiens<sup>11</sup>. Leur contribution au partenariat franco-allemand est plus concrète et profonde qu'on aurait pu l'imaginer. Les jumelages permettent les partages d'expérience autour de questions communes liées à la jeunesse, l'emploi, l'urbanisme ou le développement durable. En outre, ils fournissent un cadre à de nombreuses initiatives associant les organisations locales de la société civile.

Ce tableau serait très incomplet si l'on n'évoquait pas les **partenariats entre entreprises françaises et allemandes**. Car, il faut le rappeler, la France et l'Allemagne sont l'un pour l'autre des partenaires économiques de premier plan. En 2011, le montant des exportations françaises vers l'Allemagne a atteint 69,1 Md d'euros, tandis que la France importait pour 85,2 Md d'euros de biens et services allemands. **L'Allemagne est le premier client et le premier fournisseur de la France**, puisqu'elle a représenté l'année dernière 16,5 % des exportations françaises et 16,9 % de nos importations. La France est le premier pays d'accueil des investissements créateurs d'emplois en provenance d'Allemagne - 25 % des projets allemands dirigés vers l'Europe, devant le Royaume-Uni (16 %) et l'Espagne (8 %)<sup>12</sup>. L'Allemagne est le **second employeur étranger en France** - après les États-Unis - avec une présence particulièrement forte dans l'automobile, la métallurgie et la mécanique. **Réciproquement, les 3700 entreprises françaises présentes en Allemagne emploient environ 328000 personnes**<sup>13</sup>. Dans ce contexte de très forte interdépendance et de haut niveau d'intégration des facteurs de production, les liens qui se sont noués entre entreprises françaises et allemandes ont permis de mutualiser des capacités, de développer des programmes communs ou plus largement d'atteindre une masse critique plus adaptée au nouveau contexte mondial. Les démarches de rapprochement ne sont cependant jamais simples et on ne saurait occulter les échecs, comme l'absence de groupe franco-allemand dans l'industrie du nucléaire. Quant à la constitution d'EADS, premier groupe européen d'aéronautique et de défense, elle compte parmi les réussites, tout en illustrant la difficulté à dépasser, dans la vie d'une entreprise commune, les schémas, les habitudes et les intérêts nationaux. En tout état de cause, il faut noter que, dans la réalité des échanges franco-allemands, **les petites et moyennes entreprises ne sont pas en reste**.

## Un rôle moteur dans les avancées européennes

Incontestablement, l'enjeu de la coopération franco-allemande dépasse le cadre bilatéral et porte sur un projet plus vaste : la construction européenne. Bien des projets européens se sont consolidés autour des efforts de conciliation des positions françaises et allemandes, souvent initialement éloignées, et c'est en cela que **le duo apparaît comme une force motrice de l'Union européenne**.

10 Le Deutsche Gewerkschaftsbund (DGB) est la principale confédération syndicale allemande.

11 Source : Conseil des villes et régions d'Europe (2010).

12 Source : rapport annuel 2011 de l'Agence française pour les investissements internationaux.

13 Source : site internet du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie ([www.tresor.economie.gouv.fr](http://www.tresor.economie.gouv.fr)), «L'investissement direct étranger en Allemagne en 2009/2010 ».

La France et l'Allemagne ont, en premier lieu, **largement contribué à dessiner l'architecture institutionnelle actuelle de l'Union européenne**. La création en 1974 du Conseil européen, l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen depuis 1979, l'extension du vote à la majorité qualifiée, la consécration du principe de subsidiarité sont autant de progrès qui font écho aux différentes étapes du dialogue franco-allemand et qui reflètent les compromis qui s'en sont empiriquement dégagés, entre la vision fédéraliste et supranationale portée par l'Allemagne et la conception française d'une Europe davantage intergouvernementale. Ce rôle d'impulsion s'est également incarné dans des **coopérations intergouvernementales annonciatrices de futurs politiques européennes intégrées**, comme les accords de Schengen ou la création de l'euro.

Mais le tandem franco-allemand a également infléchi la direction prise par le processus d'intégration économique, et ce bien au delà de sa participation active à la consolidation du marché unique. Par sa portée et ses spécificités, la politique agricole commune en est l'exemple le plus abouti. Le processus qui a conduit au Traité de Maastricht et à l'Union économique et monétaire a été, aussi, pour une large part, balisé par les avancées du dialogue franco-allemand sur la politique monétaire et le rôle des banques centrales. De la même façon, **les préférences franco-allemandes pour un modèle de croissance économique équilibrée ou d'économie sociale de marché ont profondément imprégné les orientations de l'Europe**. Les objectifs retenus pour le processus de Lisbonne (2000), puis pour la stratégie UE 2020, sont le reflet de ces conceptions. Certains résultats concrets, comme la révision des critères de la directive « services » en sont aussi l'expression.

**Sur d'autres champs, comme la défense ou la politique étrangère, la contribution du tandem à la fortification de l'Union européenne a été plus lente à émerger.** Malgré des positions communes très affirmées, en particulier contre la guerre en Irak (2002), la définition d'une vision partagée a longtemps fait défaut - le conflit en ex-Yougoslavie, au début des années 1990, en a été un exemple frappant<sup>14</sup>-. En la matière, la volonté d'un approfondissement a, au moins un certain temps et non sans paradoxe, semblé être davantage le fait du couple Royaume-Uni/France, qui a su faire montre de sa mobilisation au Sommet de Saint-Malo (1998). **En dépit de l'important volet militaire du Traité de l'Élysée, France et Allemagne ne semblaient pas alors en mesure de procéder à un rapprochement stratégique** : leurs divergences sur le rôle et la place de l'OTAN en Europe, ou sur la question nucléaire, paraissaient autant d'obstacles difficiles à surmonter. Ce sont pourtant F. Mitterrand et H. Kohl eux-mêmes qui proposeront d'ajouter un volet politique au Traité de Maastricht avec la création d'une Politique étrangère et de sécurité commune (PESC). L'adoption, en 1996, du concept franco-allemand de sécurité et de défense actera un autre pas important vers un rapprochement stratégique entre les deux pays. Le retrait partiel des États-Unis du territoire européen et la réévaluation par la France de sa participation à l'OTAN confirmeront ensuite que la donne a changé. **Depuis, la France et l'Allemagne ont réussi à avancer sur la voie de la coopération militaire.** En témoigne comme un symbole fort, la présence à plusieurs reprises de militaires allemands au défilé du 14 juillet sur les Champs-Élysées. Créée dès le 12 janvier 1989, avec 5 000 hommes, la Brigade Franco-allemande a préfiguré l'Eurocorps de 1992 (50 000 hommes), lui-même embryon de défense européenne associant, outre la France et l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et l'Espagne. Paris et Berlin ont également été précurseurs dans le domaine de l'armement : ils

---

14 Cf. l'étude du Conseil économique et social « *Les Balkans occidentaux et l'Union européenne* », présentée par M. Alain Terrenoire le 23 octobre 2007.



sont à l'origine de l'institution, en 1996, de l'**OCCAR** (organisation conjointe de coopération en matière d'armement) qui organise la collaboration et la gestion de grands programmes entre six pays membres.

L'influence du partenariat franco-allemand n'a pourtant rien d'évident. Elle a d'ailleurs été mise à l'épreuve en plusieurs occasions, en particulier à la suite des élargissements vers l'est de l'UE par exemple, ou, plus nettement encore, au moment du rejet, en France, du « projet de Traité établissant une constitution pour l'Europe ». Comment, dans ce contexte, et alors, précisément, que l'Allemagne semblait toujours privilégier une approche volontariste vers plus d'intégration, ne pas douter de l'existence d'une conception véritablement partagée par les deux pays de l'avenir de l'Europe ? Force est de constater que ces difficultés n'ont pas durablement pesé sur la légitimité de l'axe Paris/Berlin face à ses partenaires européens. Bien au contraire, la France et l'Allemagne ont joué un rôle actif en faveur de la relance du projet européen, qui s'est concrétisé par l'entrée en vigueur, au 1<sup>er</sup> décembre 2009, du Traité de Lisbonne. Finalement, les crises auront illustré le caractère intangible du lien entre l'état du couple franco-allemand et les progrès de la construction européenne.

---

## La relance de la coopération France/Allemagne

Quelles que soient les difficultés, la relation entre les deux pays demeure, par son influence, incontournable au sein de l'Union européenne. Rappelons qu'ils totalisent ensemble, près de 150 millions d'habitants, un PIB équivalant à 42 % du PIB de la zone euro-supérieur à celui de la Chine-, 11,4 % du commerce mondial, 47 % des droits de vote à la Banque centrale européenne (BCE)...

La France et l'Allemagne ne forment pas pour autant un ensemble homogène. L'une et l'autre sont en effet confrontées à des défis politiques, économiques, sociaux qui résultent de choix stratégiques différents mais qui participent indéniablement du regard critique qu'elles peuvent mutuellement se porter : quand, toutes ces dernières années, la France a privilégié le maintien des revenus et donc de la consommation intérieure, l'Allemagne accordait la priorité à l'emploi et à la compétitivité. Aujourd'hui, l'enjeu pour notre pays, dans un contexte international où la concurrence s'est exacerbée avec l'émergence de nouvelles puissances, est la reconquête de marges de compétitivité alors que notre secteur industriel et nos parts de marché s'effritent dans la zone euro et hors de la zone euro, que notre taux de chômage reste supérieur à la moyenne européenne et que nos comptes publics sont en déficit. Il faut cependant souligner que, grâce à la protection sociale en France, le choc de la crise a pu dans une certaine mesure être atténué. En ce qui concerne l'Allemagne, ses performances économiques grâce à une industrie puissante et à forte valeur ajoutée, un réseau d'entreprises de taille moyenne à très forte tradition industrielle qui concourt aussi très largement aux succès à l'exportation, une recherche appliquée dynamique, sont bien connues. Elles ne sauraient toutefois masquer un certain nombre de handicaps : un vieillissement démographique qui fait de ce pays la nation la plus âgée d'Europe et qui n'est pas sans conséquence sur les options économiques et financières prises en termes de maîtrise des dettes, de financement des systèmes de retraites et de dynamique entrepreneuriale ; l'émergence d'une population de quelque 6,8 millions de travailleurs pauvres gagnant moins de 8,5 euros de l'heure ; un secteur financier très endetté ; des incertitudes à moyen terme sur la transition énergétique du fait de la décision d'abandon de l'énergie nucléaire...

L'entente entre les deux pays, sans être exclusive, est en définitive demeurée une nécessité grâce à un dialogue permanent et une approche pragmatique. Mais ce qui les rapproche a toujours primé : l'économie sociale de marché comme évoqué précédemment, la protection de l'intérêt général avec la reconnaissance du rôle protecteur et redistributif de l'État, l'organisation des relations internationales par la promotion des normes et de modes de régulation.

C'est cette reconnaissance de valeurs partagées et d'une « même vision de leur avenir à l'horizon 2020 reprises en bonne place dans le préambule de « **l'agenda franco-allemand 2020** », adopté le 4 Février 2010, lors du 12<sup>e</sup> Conseil des ministres franco-allemand, qui a permis de progresser dans la construction de l'Union européenne, plus particulièrement dans les moments difficiles comme après le non, en 2005, au référendum sur le Traité constitutionnel en France et au Pays-Bas ou lors de l'éclatement de la crise financière.

---

## La redynamisation du dialogue

Cinquante ans après la messe solennelle en la cathédrale de Reims en présence du Chancelier Adenauer et du Général de Gaulle scellant la réconciliation entre les deux peuples, la cérémonie commémorative du 8 juillet 2012 dans le même cadre, a été l'occasion pour F. Hollande et A. Merkel d'exprimer leur attachement à la « relation incontournable » entre la France et l'Allemagne. **L'agenda franco-allemand**, avec ses 80 propositions, demeure, pour la décennie en cours, le cadre de référence du développement de la coopération franco-allemande. Il retient six grands domaines d'action dans lesquels nos deux pays doivent unir leurs efforts afin de fortifier leur partenariat au service d'une Europe consolidée. Si les champs sont extrêmement larges, on peut néanmoins regretter que ce document, dont la finalité est d'ouvrir une nouvelle étape dans le partenariat franco-allemand, s'apparente trop à un catalogue de généralités éparpillées entre d'une part des déclarations d'intention mêlant coopération bilatérale et avenir de l'Union européenne et d'autre part des initiatives plus concrètes. **L'anniversaire du Traité de l'Élysée devrait être l'occasion de redonner l'élan politique d'origine entre les deux pays et de recadrer cet agenda autour d'un nombre plus resserré d'objectifs.** Le Président de la République, à Ludwigsburg, s'est prononcé, le 22 septembre 2012, pour une « déclaration politique forte » autour de projets concrets dans les domaines de la politique industrielle, de l'innovation, de l'énergie, de la jeunesse et de la culture.

Sur le thème de **l'économie, des finances et de l'emploi**, le retour aux grands équilibres économiques et budgétaires et la priorité à une croissance durable, en faisant porter les efforts sur la recherche, l'innovation et la compétitivité, sont placés en haut de l'agenda. **L'annonce, par le Président de la République et la chancelière, de la constitution d'un groupe de travail dirigé par M. Jean-Louis Beffa**, président d'honneur de Saint-Gobain et M. Gerhard Cromme, président du conseil de surveillance de ThyssenKrupp et Siemens avec pour **objectif de faire des propositions en faveur du développement de la coopération industrielle** marque un engagement commun à vouloir accélérer la marche sur certains dossiers. Ce groupe de travail a également mission de réfléchir à **une meilleure compétitivité au sein de l'Union et à l'endroit des pays tiers** par une adaptation de la législation européenne en matière de politique de concurrence, de politique commerciale et de réglementation bancaire et financière. L'agenda ne fait, par contre, pas référence au chantier de la convergence fiscale autour d'un impôt sur les sociétés malgré des travaux

avancés entre les deux pays. Enfin, si l'agenda 2020 plaide pour l'organisation de discussions conjointes avec les partenaires sociaux sur les questions économiques et sociales d'intérêt commun, il n'identifie pas pour autant, comme l'a relevé devant la section Mme Gabriele Bischoff, directrice responsable de la politique européenne au sein du comité directeur fédéral de la Confédération des syndicats allemands, de points précis de concertation. Or, elle estime que les syndicats français et allemands, qui entretiennent déjà des liens approfondis, peuvent être des forces de propositions sur de nombreux sujets en faveur de l'emploi et du progrès social : la promotion de politiques génératrices d'emplois notamment pour les jeunes, l'institution de normes sociales minimales en Europe, le détachement des travailleurs dans l'Union européenne, le droit à la négociation collective, l'amélioration du droit du travail européen...

En matière **d'énergie**, on relèvera la mise en place actée du premier projet de démonstration transfrontalière à l'échelle mondiale dans la région de Strasbourg et de Stuttgart/Mannheim/Karlsruhe du véhicule électrique avec en perspective la mise au point en commun d'une prise pour le rechargement des batteries qui pourrait déboucher sur une norme reconnue au niveau mondial. L'ambassadeur de France en Allemagne a pour sa part insisté sur les réelles opportunités de coopération industrielle franco-allemande dans les secteurs des énergies renouvelables, du démantèlement des centrales, de l'acheminement de l'énergie et du captage de carbone. Il faut toutefois déplorer que le manque de convergences sur les objectifs entrave les possibilités de bâtir des projets partagés de filières industrielles.

S'agissant du volet stratégique, pour l'avenir de la croissance, **de l'éducation et de l'enseignement supérieur**, le CMFA se prononce en faveur d'un doublement, d'ici à 2020, du nombre des cursus bilingues dans l'enseignement supérieur, mais également du nombre d'étudiants en doctorat et des jeunes chercheurs participant à des programmes financés par l'Université franco-allemande. Il vise également l'ouverture de 200 écoles maternelles bilingues franco-allemandes et un Français sur deux ou un Allemand sur deux ayant au moins visité l'autre pays. Autant de mesures sur le principe propres à encourager une meilleure connaissance de chacun des peuples et à une meilleure appréhension des ressorts de chacune des sociétés dont on doit se féliciter. Reste que ces axes chiffrés ne s'accompagnent d'aucune esquisse des moyens à mobiliser pour leur traduction sur le terrain. Rappelons que moins de 14 % d'une classe d'âge en France apprend l'allemand contre 17 % en Allemagne qui apprend le français et que la proportion d'élèves apprenant la langue du partenaire a diminué entre 2004 et 2010 : de 28,2 % à 27,3 % en Allemagne ; de 26,8 % à 21,6 % en France. Les causes de ce recul dans notre pays sont multiples : attrait plus marqué pour d'autres langues, pas d'offre d'allemand en primaire, insuffisance des crédits pour l'ouverture de classes, peu de recrutements au CAPES. Du côté français, toutes les mesures propres à favoriser l'apprentissage de l'allemand devraient mises en œuvre. Du côté allemand, la politique éducative relevant des Länder, ce sont ces derniers qui décident en toute indépendance de leurs priorités linguistiques. En tout état de cause, l'OFAJ dont la secrétaire générale, Mme Angrand, s'est exprimée devant la section des Affaires européennes entend favoriser l'intérêt pour le « franco-allemand » en s'adressant à des publics plus larges et en offrant une programmation plus étoffée. Au-delà d'un apprentissage précoce de l'allemand que l'OFAJ ambitionne de promouvoir à l'occasion de ce cinquantième anniversaire et des échanges évoqués précédemment, il souhaite entre autre développer une offre de mobilité plus directement en prise avec la vie professionnelle des jeunes.

Quant à la **recherche et à l'innovation**, secteurs dont l'expansion est essentielle au maintien de la compétitivité sur les marchés mondiaux, il faut rappeler que les deux pays représentent 10 % de la recherche mondiale et 50 % de la recherche européenne. L'annonce de la poursuite et de l'approfondissement des coopérations actuelles entre grands organismes de recherche et de l'élaboration de propositions conjointes « ambitieuses pour la création de pôles d'excellence à l'échelle mondiale » dans les domaines de la médecine, des biotechnologies, de l'économie verte fait écho à cet impératif. Les projets de construction commune, en 2013-2014, d'un satellite de détection du méthane et de mise en œuvre d'une mission conjointe d'observation du climat par satellite se situent dans le même sillage et rappellent combien la coopération spatiale entre la France et Allemagne est dynamique.

En ce qui concerne le vaste champ de **la politique étrangère, de la défense et de la sécurité**, l'agenda entérine le soutien français à l'aspiration légitime de l'Allemagne à un siège de membre permanent au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. Il rappelle par ailleurs que les deux pays doivent agir de concert au service de la politique européenne de sécurité et de défense commune -PESD- et œuvrer, au sein des instances et structures appropriées - ONU, OTAN...-, à la consolidation de la paix et de la sécurité dans le monde. Le refus de l'Allemagne de participer en Libye à l'intervention militaire, qui faisait l'unanimité en Europe, témoigne du chemin qui reste à parcourir pour rapprocher les positions. A ce stade et alors que la volonté politique aussi bien à Paris qu'à Berlin est d'étoffer le dialogue sur les questions internationales et de défense, il convient de relever les rencontres de juin et de juillet, placées sous le signe de la préparation du cinquantième anniversaire du Traité de l'Élysée, entre les ministres des affaires étrangères et entre les ministres de la Défense. Dans le droit fil de ces rencontres et des axes tracés par l'agenda franco-allemand, on mentionnera aussi les **initiatives récemment prises dans le but de relancer la coopération bilatérale et européenne pour le développement de l'industrie de l'armement**. Les groupes de travail chargés d'étudier, à l'horizon 2030, les besoins dans les domaines des satellites, des blindés, des avions et des hélicoptères répondent à cette exigence. Les premiers projets devraient être annoncés comme un symbole, en janvier 2013, date de la célébration du 50<sup>e</sup> anniversaire du Traité de l'Élysée. **Le gouvernement français a par ailleurs offert à l'Allemagne de participer à la commission chargée de la rédaction relative à la nouvelle loi de programmation militaire (2014-2020).**

« **Le rapprochement de nos citoyens** », intitulé du point 5 de l'agenda franco-allemand **est déterminant pour l'enracinement de la relation dans les sociétés française et allemande**. Car, quelle que soit la volonté politique affichée par les dirigeants politiques, seules des initiatives concrètes partagées par les citoyens des deux côtés du Rhin et perçues comme susceptibles d'améliorer leur vie quotidienne peuvent garantir des fondations solides à l'entente entre la France et l'Allemagne. Parmi les 14 pistes d'action dessinées et au delà de ce qui fonctionne déjà sur le terrain, le CMFA met en avant le projet de parvenir à un régime matrimonial commun d'ici 2020, la création d'un parlement franco-allemand des jeunes, le développement d'un volontariat civique franco-allemand, l'organisation réciproque de grands événements sportifs, un soutien renforcé à la chaîne Arte. La liste n'est pas exhaustive mais **ce sont des lignes directrices qui vont dans le bon sens pour peu qu'elles débouchent sur un calendrier prévisionnel d'opérations**.

Enfin, l'agenda après avoir rappelé, dans sa partie consacrée au **cadre institutionnel**, que le Conseil des ministres franco-allemand est la structure privilégiée de la coopération bilatérale, met plus particulièrement l'accent sur deux aspects. En premier lieu, le rapprochement, dans les pays tiers, des réseaux diplomatiques avec l'objectif de la formation d'ambassades communes à échéance de 2020 en commençant par une étude systématique des possibilités de co-localisations franco-allemandes lors de décisions immobilières ou encore la recherche systématique de mutualisation des centres culturels et d'économies d'échelle entre ambassades. La voie a d'ores et déjà été ouverte en ce sens en 2008, avec la signature, entre la France et l'Allemagne, d'un accord-cadre. En second lieu, le CMFA, selon les termes mêmes de l'agenda, « encourage les deux parlements à envisager des étapes supplémentaires pour une coopération plus étroite ». Il suggère entre autres une intensification des échanges entre les commissions des affaires étrangères et des affaires européennes avec la possibilité de consultations systématiques dans l'exercice du contrôle de subsidiarité prévu dans le Traité de Lisbonne, la rédaction de rapports parlementaires communs, voire l'élaboration de propositions de lois communes. Pour sa part, la Fondation Robert Schumann, dans le droit fil des liens étroits existants entre les ministres allemand et français en charge de l'économie et des finances lance également l'idée d'une association des deux parlements à la procédure de préparation de leur budget respectif.

---

## La relation franco-allemande au centre de l'avenir de l'Union européenne

« Quand la France et l'Allemagne ont une position commune, alors l'Europe peut en avoir une... Ce théorème fonctionne toujours ». Tel est le constat fait devant la section par M. Bernard de Montferand, ancien ambassadeur de France en Allemagne. Et la preuve en a été une fois de plus apportée à l'occasion de la préparation du Conseil européen des 28 et 29 juin : les échanges entre la Chancelière et le Président de la République et la réunion quadripartite, à l'invitation de M. Monti avec le Président du Gouvernement espagnol ont effectivement permis de rapprocher les points de vue sur la nécessité d'une relance de la croissance ou encore sur la possibilité d'une utilisation des fonds de secours européens pour le rachat de dettes.

L'Europe est au pied du mur : la crise de l'euro a été un puissant révélateur d'une crise institutionnelle, politique et démocratique plus profonde qui requiert un renforcement des solidarités à tous les niveaux des sociétés. Car si l'exigence immédiate est la poursuite du chantier relatif à l'instauration d'une réelle gouvernance, notamment en matière économique et financière, l'enjeu est plus vaste. Face à des opinions publiques inquiètes sur le devenir de l'édifice européen et sur leur propre avenir, il s'agit de se diriger vers un approfondissement de la dimension politique de l'Union européenne afin de restaurer une confiance fortement mise à mal et de faire des Européens des acteurs des évolutions à venir. **Les positions de la France et de l'Allemagne et leurs initiatives seront à cet égard déterminantes.**

## L'approfondissement politique et démocratique de l'Union européenne

L'Union européenne est à un tournant décisif de son histoire qu'il lui faut négocier dans un environnement marqué par de très nombreuses incertitudes : le sauvetage financier de plusieurs pays en plein marasme économique et social, une récession qui se généralise et qui menace également l'Allemagne, la montée de l'euroscpticisme au sein de populations méfiantes et interrogatives sur la validité des principes d'entraide et de solidarité entre États membres.

Le débat autour des voies et moyens d'un approfondissement de l'Union européenne indissociable d'une vision politique à plus long terme est largement posé. Dirigeants politiques, analystes, observateurs partagent le constat que l'Europe doit franchir une nouvelle étape. Les institutions européennes, dans leur architecture et leur mode de fonctionnement, ont démontré leurs limites jetant un éclairage sans concession sur les faiblesses de la gouvernance actuelle de l'Union européenne. Ainsi, la gestion de la crise notamment de l'euro, en plaçant sous la pression des événements le Conseil et la BCE en situation de prééminence sur les autres instances européennes, a mis en évidence l'extrême complexité du schéma d'ensemble. La juxtaposition du Président du Conseil européen, de la présidence semestrielle de l'UE, du Président de la Commission, du Président du Parlement, européen sans oublier le Président de l'Eurogroupe et le Président de la BCE, apparaît, par ailleurs, difficilement compréhensible et ne concourt pas à la clarté des messages auprès des populations. Et la question de la légitimité démocratique de mesures ou d'instruments extrêmement complexes tels que le mécanisme européen de solidarité - MES – participent de ce sentiment d'opacité et de la perpétuation de l'image d'une Europe technocratique, abstraite et inaccessible à la compréhension de tout un chacun.

Dans ce contexte, se font jour des propositions de réforme des institutions. **Dès le début de la crise économique et financière, l'Allemagne a pris l'initiative d'un débat sur l'avenir de l'Union européenne.** Depuis, Mme A. Merkel a à plusieurs reprises précisé sa pensée, en évoquant notamment le transfert de compétences à la Commission, l'élection à terme de son Président au suffrage universel, la consolidation du rôle du Parlement évoqué par le rapport Van Rompuy. **Ces projets sont à l'évidence ambitieux mais il convient de les interpréter comme une ouverture au débat sur les transferts de compétences nationales que chaque État, dans une démarche de souveraineté partagée, serait prêt à consentir, dans le cadre d'instances remodelées et démocratiquement plus légitimes.** Pour sa part, le Président de la République vient d'exposer sa vision de l'Europe qu'il envisage « à plusieurs vitesses, avec des cercles différents », une gouvernance « plus politique » de la zone euro avec un renforcement de l'Eurogroupe et une réunion mensuelle des chefs d'Etat et de gouvernement appartenant à cette zone. Le Président de la Commission a également présenté son projet d'une « Fédération d'États-Nations ». L'agenda des mois à venir devrait permettre à la France d'étoffer ses propositions et de prendre, face à l'Allemagne, toute sa place dans le débat. D'autres sujets sont sur la table comme la possibilité d'instituer des coopérations renforcées dans un certain nombre de secteurs. La volonté affichée par onze États membres de la zone euro d'agir ensemble pour l'institution d'une taxe sur les transactions financières s'inscrit dans ce sillage.

Compte tenu de la diversité des cultures et des situations politiques dans les différents pays européens, l'exercice est difficile et délicat et ce d'autant plus que les populations ont le sentiment que les projets de réforme leur échappent et se concluront sans eux. **Mais chacun reconnaît qu'il ne peut s'agir ni d'ériger un super État européen, ni de rester dans la configuration actuelle.** C'est à un nouvel équilibre subtil et original des pouvoirs entre les États et l'Union que les chefs d'État et de gouvernement seront appelés à s'atteler en intégrant, dans leurs réflexions, la nécessité d'un accroissement de la participation des citoyens au fonctionnement et aux processus de délibération. **Comme dans le passé, le dialogue franco-allemand, élargi à tous les États membres désireux de progresser dans le même sens, sera au cœur des enjeux et des arbitrages à conclure.**

Face au double défi de rendre plus transparents le fonctionnement et l'action de l'Union européenne et de convaincre les Européens de la pertinence du niveau européen pour affronter et surmonter la crise, **la mobilisation et l'adhésion des sociétés civiles sont un impératif.** A cet égard, **l'axe franco-allemand sera déterminant pour accélérer de façon irréversible le pas dans cette direction, dessiner un cap à l'adresse des populations et créer les conditions du dialogue et d'une participation active des citoyens. Un cap qui ne se réduise pas à l'équation rigueur/relance de la croissance mais qui redonne un horizon politique incarné dans des projets et des espaces de solidarité et de proximité porteurs de sens et d'avenir pour les peuples et singulièrement pour les jeunes.**

## La gouvernance économique et financière

Après 18 conseils européens convoqués depuis le début de la crise grecque et sans parler d'un sommet historique ou de rupture, les chefs d'Etat et de gouvernement ont su faire du Conseil européen des 28 et 29 juin un sommet empreint de volontarisme en s'entendant sur des décisions d'urgence en faveur d'un réel soutien à la zone euro et sur des dispositions tournées vers l'intégration économique et monétaire : la possibilité d'une **recapitalisation des banques européennes** par le MES, avec l'institution d'une supervision bancaire unique ; un **assouplissement des conditionnalités dans l'utilisation des fonds de secours** ; l'adjonction, en annexe du pacte de stabilité et de croissance, d'un **pacte pour la croissance et l'emploi** destiné à soutenir, dans le cadre des objectifs de la stratégie UE 2020 et du Pacte de stabilité susvisé, les économies via un **affermisssement du marché unique, un allégement des procédures réglementaires applicables aux entreprises, l'achèvement du marché de l'énergie, l'accentuation des investissements en faveur de la recherche et la promotion de l'emploi...**

Tout l'enjeu est maintenant la mise en œuvre pratique de ces dispositifs qui s'étalera nécessairement dans le temps mais qui dans un environnement de récession requerra une **mobilisation extrêmement solide des dirigeants européens, au premier chef desquels le Président de la République et la Chancelière.** Précisément, le compromis trouvé, lors du Conseil européen des 18 et 19 octobre 2012, entre l'Allemagne et la France sur une mise en place progressive de la supervision bancaire dans la zone euro est la démonstration de la nécessité d'une entente entre les deux pays. Ainsi, la supervision des 6000 banques interviendra au 1<sup>er</sup> janvier 2014 alors que sur l'échéancier et le périmètre des banques concernées, les divergences étaient marquées. **Dans ce contexte, on mesure donc l'importance du défi pour les deux pays non seulement pour aboutir à court terme sur les mesures concrètes nécessaires à la mise en œuvre des différents mécanismes**

**et progresser en parallèle sur les autres sujets de fond** abordés<sup>15</sup> notamment par le rapport intérimaire pour un renforcement de l'Union économique et monétaire : accords contractuels entre l'UE et les États membres sur les réformes structurelles à réaliser pour plus de coordination des politiques économiques, consolidation budgétaire de la zone euro par un cadre de coordination des politiques budgétaires plus en amont, création d'un budget propre à la zone euro qui ne relève cependant pas de la même approche entre la France et l'Allemagne opposée à toute forme de mutualisation des dettes.

**Quant au pacte pour la croissance et l'emploi** dont l'entrée en application tarde, **il reste modeste**. Son montant de 120 milliards d'euros équivaut à 1 % du revenu national brut de l'UE tandis que trois instituts européens ont estimé à 7 % les conséquences des politiques de rigueur dans la zone euro. De surcroît, cette enveloppe repose, pour 55 milliards d'euros, sur des fonds structurels et sur le pari de multiplier par six, grâce à un apport de capitaux privés, l'augmentation entérinée par les pays de l'UE du capital de la BEI à hauteur de 10 milliards d'euros. En tout état de cause, nombreux sont ceux qui jugent ce pacte comme manquant de crédibilité dans la mesure où ce sont d'abord les politiques de rigueur, les coupes budgétaires et l'augmentation de la fiscalité des entreprises et des ménages qui se sont imposées alors que s'aggravent le chômage, les inégalités, la précarité et la détérioration des services publics les plus essentiels - éducation, santé -. Selon l'OIT, **sans changement de cap, le chômage pourrait atteindre 22 millions de personnes dans la zone euro contre 17,4 millions actuellement**. On comprend donc, dans ces conditions que, de plus en plus de voix s'élèvent en faveur d'un véritable débat sur l'adéquation entre ces plans au contexte de stagnation ou même de récession dans lequel s'est installée l'Europe sans exception. Et les récentes préconisations des ministres de l'Emploi et des Affaires sociales pour une évaluation du semestre européen couvrant la gouvernance économique et la gouvernance sociale grâce en particulier à l'introduction d'un nouveau mécanisme de suivi des résultats dans le domaine de la protection sociale procède des mêmes préoccupations.

---

## Conclusion

L'Union européenne est, dans un contexte de crise très profonde, à la croisée des chemins et il lui faut refaire rêver autour de valeurs communes et constitutives de son identité : la paix, la démocratie, l'aspiration à la prospérité, le respect des droits sociaux, la souveraineté alimentaire, la protection de la nature et de l'environnement, la diversité culturelle. Il faut réincarner le projet européen dans une vision politique renouvelée qui place les citoyens, et notamment les jeunes, au centre des préoccupations et des engagements. Redonner confiance aux Européens, mobiliser les intelligences, les énergies, l'esprit d'ouverture qui font la richesse des sociétés civiles, en lançant des initiatives partagées, et par delà même, créatrices de solidarité, tels sont les défis à relever.

Le cinquantième anniversaire du Traité de l'Élysée constitue une occasion privilégiée à saisir par la France et l'Allemagne pour redonner un nouveau souffle, un nouvel élan à leur coopération et au projet européen.

---

<sup>15</sup> Rapport intérimaire établi par M. Van Rompuy, avec les Présidents de la Commission, de la Banque centrale et de l'Eurogroupe.



## Annexe n° 1 : composition de la section des affaires européennes et internationales

---

✓ **Président** : Yves VEYRIER

✓ **Vice présidents** : Bernard GUIRKINGER et Guy VASSEUR

### **Agriculture**

✓ Jean-Michel LEMÉTAYER

✓ Karen SERRES

✓ Guy VASSEUR

### **Artisanat**

✓ Rolande SASSANO

### **Associations**

✓ Francis CHARHON

### **CFDT**

✓ Évelyne PICHENOT

✓ Christophe QUAREZ

### **CFE-CGC**

✓ Carole COUVERT

### **CFTC**

✓ Michel COQUILLION

### **CGT**

✓ Fabienne CRU-MONTBLANC

✓ Alain DELMAS

### **CGT-FO**

✓ Marie-Josée MILLAN

✓ Yves VEYRIER

### **Coopération**

✓ Marie L'ESTOILE (DE)

**Entreprises**

✓ Jean-François ROUBAUD

✓ Françoise VILAIN

**Environnement et nature**

✓ Sébastien GENEST

✓ Céline MESQUIDA

**Mutualité**

✓ Gérard ANDRECK (*Rattaché administrativement au groupe*)

**Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse**

✓ Marie TRELLU-KANE

**Outre-mer**

✓ Rémy-Louis BUDOC

✓ Christian LÉDÉE

**Personnalités qualifiées**

✓ Janine CAYET

✓ Hugues GALL

✓ Bernard GUIRKINGER

✓ Olivier KIRSCH

✓ Régis HOCHART (*Rattaché administrativement au groupe*)

**UNAF**

✓ Christiane THERRY

**Personnalités associées**

✓ Richard BALME

✓ Nathalie CHICHE

✓ Thierry CORNILLET

✓ Mathilde LEMOINE

✓ Catherine SOULLIE

✓ Alain TERRENOIRE

✓ Charles VALLEE

✓ Jean-Philippe WIRTH

## Annexe n° 2 : résultat du vote de l'étude en section, le 20 novembre 2012

---

### Ont voté pour : 24

Agriculture	M. Lemétayer
Artisanat	Mme Sassano
Associations	M. Charhon
CFDT	M. Quarez
CFE-CGC	Mme Couvert
CGT	Mme Cru-Montblanc
CGT-FO	M. Veyrier (président)
Coopération	Mme de l'Estoile
Entreprises	Mme Vilain
Environnement et nature	M. Genest
Mutualité	M. Andreck
Personnalités qualifiées	Mme Cayet M. Gall M. Guirkinger M. Hochart M. Kirsch
UNAF	Mme Therry
Personnalités associées	M. Balme, Mme Chiche M. Cornillet Mme Soullié M. Terrenoire M. Vallée M. Wirth

## Annexe n° 3 : bibliographie

---

Agence française pour les investissements internationaux (AFII), *Investissements étrangers créateurs d'emploi en France, rapport annuel 2011*

Fondation Robert Schuman, Centre d'Etudes Européennes (CES), *L'État de l'Union, rapport Schuman 2012 sur l'Europe*

Isabelle de Kerviler, *La compétitivité : enjeu d'un nouveau modèle de développement*, avis du Conseil économique, social et environnemental, 19 octobre 2011

Konrad Adenauer Stiftung, Institut français des relations internationales (IFRI), *France-Allemagne : cinq visions pour l'Europe*, étude dans le cadre du dialogue franco-allemand, Mai 2010

Bernard de Montferrand, Jean-Louis Thiériot, *France-Allemagne. L'heure de vérité*, Paris, Editions Tallandier, 2011

Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ), *Rapport d'activités 2010, Inventer la relation franco-allemande de demain*, rapport de l'OFAJ, 2010

Office franco-allemand pour la Jeunesse, *Rapport d'activités 2011, Inspirer les nouvelles générations franco-allemandes*, rapport de l'OFAJ, 2011

Revue de la Fondation Charles de Gaulle, *De Gaulle et Adenauer : les bâtisseurs de l'amitié franco-allemande*, Espoir n° 169, été 2012

Daniela Schwarzer, *France-Allemagne : si loin, si proche ?*, étude de la Fondation Robert Schuman, 11 décembre 2008

Alain Terrenoire, *Les Balkans occidentaux et l'Union Européenne*, étude du Conseil économique et social, 29 novembre 2007

Yves Veyrier, *L'Union Européenne et ses relations de voisinage*, avis du Conseil économique, social et environnemental, 20 mai 2009

## Annexe n° 4 : liste des personnes auditionnées

---

En vue de parfaire son information, la section a entendu :

- ✓ **M. Maurice Gourdault-Montagne**,  
*Ambassadeur de France en Allemagne*
- ✓ **M. Bernard de Montferrand**  
*Ancien Ambassadeur de France en Allemagne*
- ✓ **Mme Béatrice Angrand**  
*Secrétaire générale de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ)*
- ✓ **Mme Gabriele Bischoff**  
*Directrice du département politique européenne au DGB et membre du CES européen*
- ✓ **M. Frank Baasner**  
*Directeur de l'Institut franco-allemand (DFI) de Ludwigsburg*
- ✓ **M. Jean-Dominique Giuliani**  
*Président de la Fondation Robert Schuman*
- ✓ **M. Alfred Grosser**  
*Professeur émérite des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris, Président du Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC)*
- ✓ **M. Michael Ohnmacht**  
*Secrétaire général adjoint pour la coopération franco-allemande auprès du Ministre chargé des Affaires européennes*

Le rapporteur remercie également **le Général Wirth**, membre de la section des affaires européennes et internationales, pour son témoignage sur son expérience personnelle de la coopération militaire franco-allemande.

## Annexe n° 5 : table des sigles

---

AEFA	Agence pour l'enseignement français à l'étranger
BCE	Banque Centrale Européenne
BEI	Banque européenne d'investissement
CAPES	Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré
CEFFA	Conseil économique et financier franco-allemand
CES	Comité économique et social
CFADS	Conseil franco-allemand de défense et de sécurité
CFAE	Conseil franco-allemand de l'environnement
CIG	Conférence intergouvernementale
CIRAC	Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine
CMFA	Conseil des ministres franco-allemand
DGB	Deutsche Gewerkschaftsbund
EADS	<i>European Aeronautic Defense and Space company</i>
HCCFA	Haut conseil culturel franco-allemand
MES	Mécanisme européen de solidarité
OCCAr	Organisation conjointe de coopération en matière d'armement
OFAJ	Office franco-allemand pour la jeunesse
OIT	Organisation internationale du travail
ONU	Organisation des Nations unies
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PAC	Politique agricole commune
PESC	Politique étrangère et de sécurité commune
PESD	Politique européenne de sécurité et de défense commune
PEV	Politique européenne de voisinage
PIB	Produit intérieur brut
RFA	République fédérale d'Allemagne
UE	Union européenne
UFA	Université franco-allemande

## Annexe n° 6 : traduction intégrale de l'étude en Allemand

---

### **DIE DEUTSCH-FRANZÖSISCHE ZUSAMMENARBEIT IM MITTELPUNKT DES EUROPÄISCHEN PROJEKTS**

#### **Zusammenfassung**

Mit dem am 22. Januar 1963 unterzeichneten Élysée-Vertrag, ist es General de Gaulle und Kanzler Adenauer daher gelungen, einen Impuls zu schaffen und für ihre jeweiligen Bürger und, im größeren Kontext, auch für ganz Europa ein Leitbild und eine für die Zukunft Schwung gebende Vision zu skizzieren. In dem Moment als die europäische Union den Friedensnobelpreis verliehen hat, kommt man nicht umhin anzuerkennen, dass dieser Vertrag, auch 50 Jahre nach seiner Unterzeichnung, immer noch einen unverzichtbaren Baustein der Konstruktion Europas darstellt. Beide Partner haben unermüdlich an allen Schwierigkeiten, die sich ihnen in den Weg stellten, gearbeitet, um die notwendige Verständigung zu kräftigen.

Vor diesem Hintergrund muss die Feier zum 50. Jahrestag der deutsch-französischen Freundschaft, jenseits der offiziellen Gedenkfeiern und Kundgebungen, die die Zivilgesellschaften in all ihren Teilen dies- und jenseits des Rheins vereinen, für Frankreich und Deutschland die Chance darstellen, mit Klarheit und ohne jegliche Abstriche, eine Bilanz ihrer Zusammenarbeit zu ziehen und den Weg aufzuzeigen, der für eine Vertiefung ihrer Beziehungen sowie zur Bewältigung der Herausforderungen, denen sich die Europäische Union gegenüber sieht, begangen werden muss.

---

### **Beispielloser Dialog und Zusammenarbeit**

---

#### **Einige einleitende Bemerkungen**

- Der politische Dialog der deutschen und französischen Staatsoberhäupter hat sich nicht von selbst ergeben, sondern hat es durch Entschlossenheit beider Partner stets ermöglicht, die Differenzen zu überwinden.
- In 50 Jahren hat sich die deutsch-französische Verständigung mit vielen Umwälzungen beschäftigen müssen – in Europa, wie auch in der Welt insgesamt. Der Zusammenbruch der UdSSR und die daraus resultierenden beträchtlichen Umwälzungen in Europa – insbesondere die Wiedervereinigung Deutschlands und die Auflösung des Warschauer Paktes – sind nicht ohne Folgen geblieben.
- Die Partnerschaft zwischen Frankreich und Deutschland ist zu keinem Zeitpunkt festgefahren gewesen und konnte es auch nicht sein. Sie hat sich ständig weiterentwickelt, um sich neuen Herausforderungen zu stellen und die Bedingungen für die Umgestaltung der Europäischen Union zu schaffen.

---

## Extrem dichte Verflechtung der Institutionen

### Die Instrumente dieses Dialogs:

Die deutsch-französische Verständigung hat sich im Lauf der Zeit herausgebildet. Mit der Zeit ausgeweitet, verfestigt und verdichtet. Sehr umfangreichen Tagesordnungen folgte sukzessive eine thematische Koordination mit einem erhöhten Maß an Funktionalität. Zu den großen Strukturen der bilateralen Verständigung gehören: der deutsch-französische Ministerrat, der deutsch-französische Finanz- und Wirtschaftsrat (DFFWR), der deutsch-französische Verteidigungs- und Sicherheitsrat (DFVSR), der deutsch-französische Kulturrat (DFKR), der deutsch-französische Sachverständigenrat für Umweltfragen (DFSUR), das Generalsekretariat für deutsch-französische Zusammenarbeit...

### Partnerschaft mit zahlreichen Interessengruppen:

Die deutsch-französische Verständigung ist tief im Herzen der Gesellschaft und des wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Lebens beider Länder verankert. Die Präsenz wichtiger militärischer Einrichtungen auf dem Gebiet der BRD hat auch zum Aufbau enger Verbindungen zwischen beiden Ländern beigetragen. Auf jeden Fall hat keine andere Partnerschaft auf der Welt ein derart hohes Maß an Intensität und einen derart hohen Organisationsgrad erreicht, durch:

- Jugendaustausch im Rahmen des deutsch-französischen Jugendwerkes (DFJW): mehr als 8 Millionen junge Franzosen haben an ca. 300.000 Austauschprogrammen teilgenommen;
- drei deutsch-französische Gymnasien (Saarbrücken, Freiburg und Buc), 15 Einrichtungen der AEFÉ (Agentur für Französischunterricht im Ausland), die deutsch-französische Universität mit ihrem Netzwerk von 169 Hochschuleinrichtungen zu beiden Seiten des Rheins;
- der deutsch-französische Fernsehkanal ARTE;
- zahlreiche private Interessengruppen, die sich an zum Teil überholten und institutionalisierten Formen der Zusammenarbeit engagieren: Städtepartnerschaften sowie Partnerschaften von Regierungsbezirken und ganzen Regionen, Partnerschaften deutscher und französischer Unternehmen, Gewerkschaften, Landwirtschaftsorganisationen, Industrie- und Handelskammern sowie im Bereich Gewerbe und Handwerk.

---

## Treibende Kraft beim Fortschritt Europas

Frankreich und Deutschland haben einen großen Beitrag geleistet:

- zur aktuellen Architektur der EU als Institution, insbesondere durch die Schaffung eines Europarates im Jahr 1974, der Wahl des Europäischen Parlaments durch allgemeine Direktwahl seit 1979, einer Ausweitung des Mehrheitsstimmrechts...
- zum wirtschaftlichen Integrationsprozess, insbesondere mit der Einführung eines einheitlichen Marktes, einer gemeinsamen Landwirtschaftspolitik...



- zur Ergänzung des Maastrichter Vertrags um einen politischen Bereich mit der Schaffung einer gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik und der Übernahme des deutsch-französischen Sicherheits- und Verteidigungskonzepts

---

## Die Perspektive: Ankurbelung der Zusammenarbeit

Die Verständigung beider Länder stellt, ohne exklusiv zu sein, eine Notwendigkeit dar, auf deren Grundlage beide Länder schon immer den Weg abzustecken wussten, indem sie durch Dialog und pragmatische Annäherung alle Chancen, die sich ihnen zeigten, optimal für sich nutzen konnten: soziale Marktwirtschaft, Schutz des Gemeinwohls durch Anerkennung der schützenden und umverteilenden Rolle des Staates, die Strukturierung internationaler Beziehungen zur Förderung von Normen und Regulierungsverfahren.

---

## Die Redynamisierung des Dialogs

- Die deutsch-französische Agenda 2020, die am 4. Februar 2010 verabschiedet wurde, stellt mit ihren 80 Vorschlägen für das laufende Jahrzehnt den Referenzrahmen für die Entwicklung der deutsch-französischen Zusammenarbeit dar. Sie berücksichtigt sechs große Handlungsbereiche in denen unsere zwei Länder die Anstrengungen bündeln müssen, um ihre Partnerschaft im Dienste eines vereinten Europas zu festigen.
- Von den dort aufgeführten Prioritäten müssen insbesondere hervorgehoben werden: die Wichtigkeit eines nachhaltigen Wachstums zugunsten von Forschung, Innovation, Wettbewerbsfähigkeit; Energie, Klima, Artenvielfalt; die Entwicklung zweisprachiger Kurse und Abschlüsse auf allen Lehrebenen; die Wiederbelebung der bilateralen und europäischen Zusammenarbeit für die Entwicklung der Rüstungsindustrie; die stabile Verankerung der Beziehung in der französischen und deutschen Gesellschaft durch Annäherung ihrer jeweiligen Staatsbürger.

---

## Die Zukunft der Europäischen Union im Mittelpunkt der deutsch-französischen Beziehungen

Europa steht mit dem Rücken zur Wand: die Eurokrise hat die auf politischer und demokratischer Ebene sehr tiefgreifende institutionelle Krise auf unmissverständliche Weise klargemacht, die eine Festigung der Solidarität auf allen gesellschaftlichen Ebenen erfordert. Die Herausforderung ist nicht klein. Angesichts der öffentlichen Meinung, die besorgt ist über das weitere Werden des Europäischen Gebäudes und der Zukunft Europas an sich, muss man sich zur Wiederherstellung eines erheblich beeinträchtigten Vertrauens auf eine Vertiefung der politischen und demokratischen Dimension der EU hin bewegen und die Europäer zu echten Akteuren momentaner und zukünftiger Entwicklungen machen.

## Die politische und demokratische Vertiefung der Europäischen Union

- Die Debatte zu den Mitteln und Wegen einer Vertiefung der Europäischen Union, die ohne eine langfristige politische Vision nicht möglich sein wird, ist weitgehend in Gang gebracht.
- Politische Führer, Analysten und Beobachter teilen die Feststellung, dass Europa ein neues Kapitel aufschlagen sollte: die europäischen Institutionen haben in ihrer Architektur und ihrer Funktionsweise auf kompromisslose Weise die Schwächen des aktuellen Steuerungs- und Kontrollsystems der Europäischen Union aufgezeigt: ihre extreme Komplexität und ihren Mangel an Transparenz, der das Bild eines abstrakten und sich dem Verständnis des einzelnen Bürgers entziehenden Europas der Technokraten weiter nährt.
- Eine doppelte Herausforderung für Europa:
  - die Reform der Institutionen im Umfeld des nationalen Kompetenztransfers, der jeder Staat in einem Bestreben geteilter Souveränität im Rahmen neu gestalteter und demokratisch rechtmäßiger Instanzen zustimmen wird.
  - die Mobilisierung und die Beteiligung der Zivilgesellschaften zum Entwurf eines Leitbildes, das nicht nur bei der Gleichung Sparpolitik/Wachstumsankurbelung verharrt, sondern wieder einen politischen Horizont schafft, der fest in den Solidaritäts- und Nachbarschaftsprojekten und Räumen verankert ist, die für die Bevölkerung, insbesondere junge Menschen, sinnstiftend und zukunftsweisend wirken.

## Das wirtschaftliche und finanzielle Steuerungssystem

Laut Europarat vom 28. / 29. Juni besteht für beide Länder ein doppeltes Ziel:

- die Vertiefung der noch offenen Themen in Bezug auf das wirtschaftliche und finanzielle Steuerungssystem, mit insbesondere einer fortschreitenden Einrichtung eines Mechanismus zur Bankenüberwachung.
- Die Implementierung des Paktes für nachhaltiges Wachstum und Beschäftigung als Maßstab sowie der Kampf gegen den Anstieg der Arbeitslosigkeit, Chancengleichheit und Verarmung in Europa sowie die immer deutlichere und prägnantere Debatte über die Angemessenheit der Sparpläne im Kontext der momentanen Rezession und der Bescheidenheit des Gesamtpaketes dieses Paktes.

# Studie

---

## Einführung

Aufgrund jahrhundertelanger Verstrickungen des französischen und deutschen Volkes in Kriege, entstand der Wunsch nach Frieden sowie einer Vereinigung der Europäer ganz klar aus dem gemeinsamen Wunsch, endlich diese Konflikte, die Europa zerrissen haben, ein für allemal dauerhaft zu beenden.

Nach dem Scheitern der von Richard Coudenhove-Kalergi<sup>16</sup> getragenen und dem Völkerbund von Aristide Briand vorgelegten Initiative in einem Europa der 30er Jahre mit zunehmendem Nationalsozialismus, Fremdenfeindlichkeit und Rassismus, öffnete die am 9. Mai 1950 von Robert Schuman verschickte Friedensbotschaft das Tor zu neuen Perspektiven. Schuman, von Jean Monnet inspiriert, schlug mit dem Projekt der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl (EGKS) die Implementierung gemeinsamer wirtschaftlicher Interessen von sechs westeuropäischen Staaten vor. Sieben Jahre später festigte der Vertrag von Rom, zur Errichtung eines gemeinsamen Marktes, dieses Vorhaben, indem er den Grundstein dafür legte, was am Ende des 20. Jahrhunderts die erste Wirtschafts- und Handelszone dieser Welt werden sollte – ausgestattet mit einer eigenen Währung und der drittgrößten Bevölkerungszahl der Welt.

Nach der Ablehnung einer europäischen Verteidigungsgemeinschaft sowie des Fouchet-Plans zugunsten einer vom französischen Staatspräsidenten seinen Partnern vorgelegten politischen Vereinigung Europas, schlug General de Gaulle im Jahre 1962 Kanzler Konrad Adenauer die Errichtung einer beispielhaften Partnerschaft beider Länder vor.

Mit dem am 22. Januar 1963 unterzeichneten Élysée-Vertrag, ist es beiden Staatsmännern daher gelungen, einen Impuls zu schaffen und für ihre jeweiligen Bürger und, im größeren Kontext, auch für ganz Europa ein Leitbild und eine für die Zukunft Schwung gebende Vision zu skizzieren. In dem Moment als die europäische Union den Friedensnobelpreis verliehen hat, kommt man nicht umhin anzuerkennen, dass dieser Vertrag, auch 50 Jahre nach seiner Unterzeichnung, immer noch einen unverzichtbaren Baustein der Konstruktion Europas darstellt. Beide Partner haben unermüdlich an allen Schwierigkeiten, die sich ihnen in den Weg stellten, gearbeitet, um die notwendige Verständigung zu kräftigen.

Vor diesem Hintergrund muss die Feier zum 50. Jahrestag der deutsch-französischen Freundschaft, jenseits der offiziellen Gedenkfeiern und Kundgebungen, die die Zivilgesellschaften in all ihren Teilen dies- und jenseits des Rheins vereinen, für Frankreich und Deutschland die Chance darstellen, mit Klarheit und ohne jegliche Abstriche, eine Bilanz ihrer Zusammenarbeit zu ziehen und den Weg aufzuzeigen, der für eine Vertiefung ihrer Beziehungen sowie zur Bewältigung der Herausforderungen, denen sich die Europäische Union gegenüber sieht, begangen werden muss.

---

<sup>16</sup> Schon 1922 hatte Richard Coudenhove-Kalergi die Errichtung eines vereinigten und befriedeten Europas mit Hilfe der Implementierung gemeinsamer wirtschaftlicher Interessen vorgeschlagen. Sein Projekt der Paneuropäischen Union diente dem von Aristide Briand dem Völkerbund 1929 vorgelegten Plan einer bundestaatlichen europäischen Union als gedankliche Quelle.

---

## Frankreich/Deutschland: beispielloser Dialog und Zusammenarbeit

---

### Extrem dichte Verflechtung der Institutionen

Der politische Dialog der deutschen und französischen Staatsoberhäupter hat sich nicht von selbst ergeben, sondern hat es durch Entschlossenheit beider Partner stets ermöglicht, die Differenzen zu überwinden. In 50 Jahren hat sich die deutsch-französische Verständigung mit vielen Umwälzungen beschäftigen müssen – in Europa, wie auch in der Welt insgesamt. Unter diesen Bedingungen hat sich mitunter ein Gefühl der Unsicherheit breitgemacht. Aber wie hätte es auch anders sein können? Der Zusammenbruch der UdSSR und die daraus resultierenden beträchtlichen Umwälzungen in Europa sind nicht ohne Folgen geblieben. **Die Partnerschaft zwischen Frankreich und Deutschland ist zu keinem Zeitpunkt festgefahren gewesen und konnte-es auch nicht sein.** Sie hat sich ständig weiterentwickelt, um sich neuen Herausforderungen zu stellen. Sie hat das aktuelle Gesicht der Europäischen Union durch aktive Beiträge in den verschiedenen Stadien ihrer Umwandlung geprägt, indem sie den Akzent auf ihre Vertiefung gelegt hat und im Mittelpunkt der Gespräche und Debatten über nachfolgende Erweiterungen steht.

### Feststellung

**Die vom Élysée-Vertrag gewünschte deutsch-französische Partnerschaft ist rasch auf die Probe gestellt worden,** insbesondere in den 70er und 80er Jahren, mit einer von Willy Brandt angeführten Politik der bevorzugten Öffnung gegenüber des Ostens (Ostpolitik) sowie angesichts der Wirtschaftskrise. **Beiden Ereignissen gelang es jedoch nicht, die Festigung der Vertrauensbeziehung beider Staaten zu schaden,** was sich eindrucksvoll am Beispiel der von H. Schmidt und V. Giscard d'Estaing gemeinsam getragenen Initiative zur Schaffung eines europäischen Währungssystems zeigte, sowie der von F. Mitterrand im März 1983 angesichts der Mittelstreckenraketen-Krise explizit im Deutschen Bundestag ausgesprochenen Unterstützung. Der Händedruck von Mitterrand und Kohl am 11. November 1984 in Verdun ist zu einem eindrucksvollen und starken Symbol für diese Freundschaft geworden. Der Fall der Berliner Mauer im Jahre 1989 und die nachfolgende deutsche Wiedervereinigung, bei der ganz Europa seine Solidarität gezeigt hat, bedeuteten einen Bruch, bevor dann, im Jahre 1991, die Auflösung des Warschauer Paktes eine endgültige Wende von internationaler Tragweite markierte.

**Angesichts eines Deutschlands, das seine volle Souveränität wiedererlangt hatte, standen die Themen, das Gleichgewicht und die Prioritäten der deutsch-französischen Beziehung erneut in Frage,** ebenso wie auch die Fundamente, auf denen sich diese Beziehung während 40 instabiler Jahre stützte. Vor diesem Hintergrund ist daher auch das Zögern des französischen Präsidenten bezüglich der Unterstützung zu Beginn der Wiedervereinigung beider Deutschlands neu einzuordnen, sowie seine Fragestellungen bezüglich der Auswirkung Deutschlands auf das europäische Projekt und seine Position zu den Ländern Mittel- und Osteuropas, Russland und den Vereinigten Staaten.

**1989-1990 waren in der Tat durch Spannungen gekennzeichnet** sowie durch Enttäuschungen und Missverständnisse. Beunruhigung, Zögern und vorsichtige Zurückhaltung auf höchster Ebene zeigten sich mehr als einmal in Frankreich, zuweilen genährt durch das Verhalten der deutschen Regierung – anlässlich der Wiedervereinigung wurde dem Kanzler vorgeworfen, seine Partner nicht ausreichend informiert und mit einbezogen zu haben. **Doch alle Befürchtungen einer dauerhaften Verschlechterung der geknüpften Verbindungen zwischen Frankreich und Deutschland erwiesen sich als unbegründet.** Ganz im Gegenteil: das wiedervereinigte Deutschland hat sich ausgleichend auf diese Verknüpfungen ausgewirkt, auf gewisse Weise sogar die Rückkehr zu einer gleichberechtigten Beziehung auf Augenhöhe markiert. Weit mehr noch hat sie den französischen und deutschen Staatschefs erneut ihre jeweiligen Verantwortungen klargemacht und der Partnerschaft schlussendlich neue Kraft und Energie verliehen. Und in diesem günstigen Klima ist es Paris und Berlin daher zu Beginn der 90er Jahre gelungen, mit zu Vorreitern bei der Errichtung eines vereinten Europas zu werden. Bei den Verhandlungen zum Maastrichter Vertrag, der durch die Konkretisierung der Wirtschafts- und Währungsunion eine bedeutende Etappe bei der Errichtung eines vereinten Europas einläuten sollte, spielten beide eine entscheidende Rolle.

Der Erfolg war allerdings nicht hundertprozentig, denn die Stimmung für einen Beitritt zum europäischen Projekt war zwischenzeitlich etwas schal geworden. **Während der 90er Jahre verstärkte sich der Eurozentrismus und es hatte den Anschein, als sei das deutsch-französische Duo über mehrere Jahre wie gelähmt,** unfähig, „die Maschine wieder in Gang zu bringen“. Zwischen 1994 und 1998 waren die Beziehungen von Konflikten gekennzeichnet, z.B. in Bezug auf den Stabilitäts- und Wachstumspakt oder die Ernennung des Präsidenten der Europäischen Zentralbank (1998). Als Folge davon geriet die deutsch-französische Verständigung während der Verhandlungen zum Vertrag von Amsterdam (1997) und Nizza (2001) ins Stocken. Obwohl es hier darum gegangen wäre, eine Einigung bezüglich der Veränderungen an der institutionellen Struktur der Europäischen Union zu erzielen, die notwendig waren, um sie an zukünftige Erweiterungen anzupassen, haben die Gespräche doch erheblich starke Spannungen zwischen Paris und Berlin über die Abstimmungsregeln und die Gewichtung der Stimmen im Rat, der Zusammensetzung der Europäischen Kommission und des Europäischen Parlaments oder auch die verstärkte Zusammenarbeit offengelegt... Alles beunruhigende Verstimmungen, die eigentlich auf tiefgreifende Divergenzen schließen ließen.

Bei all dem dürfen wir jedoch nicht vergessen, dass sich das Gesicht der EU innerhalb eines Jahrzehnts tiefgreifend verändert hat. Im Kontext einer Wirtschaftskrise und angesichts schwieriger und komplexer Themen (GAP, europäisches Budget...), verfolgt jeder Mitgliedsstaat, Frankreich und Deutschland genauso wie alle anderen auch, zunächst einmal seine nationalstaatlichen Interessen. **Die Bündnisse wechseln je nach Chancen und Möglichkeiten und eine Übereinstimmung zwischen Paris/Berlin ist zu keinem Zeitpunkt sicher.** Genau in diesen schwierigen Situationen beweisen die durch den Élysée-Vertrag eingerichteten Mechanismen ihren ganzen Nutzen. Seit der Episode der Regierungskonferenz von Nizza ist die Suche nach einem Kompromiss beider Länder zu europäischen Themen ein andauerndes und systematisches Unterfangen geworden. Bei jeder Frage beruht ihre Übereinstimmung auf derselben Methode: beide Partner präsentieren ihre jeweiligen Ansichten und tauschen sich danach unmittelbar über ihre möglichen Einwände oder unterschiedlichen Vorgehensweisen aus, um schlussendlich eine übereinstimmende Position festzulegen. Das Ziel ist einfach, und diese Methode,

die sich auf eine außergewöhnlich gute Kenntnis der Sichtweisen, Reaktionen, Mentalität und Hintergedanken beider Länder stützt, hat Früchte getragen. Während der Amtszeit Schröder/Chirac hat die Zusammenarbeit nach anfänglichen Verständnisschwierigkeiten in der Tat neuen Schwung erfahren. Die Entscheidung, Bundeskanzler Schröder beim Europarat am 17. Oktober 2003 durch Jacques Chirac vertreten zu lassen und die deutsche Position vor den anderen Mitgliedsstaaten zu präsentieren, zeugt von einem wiedererlangtem gegenseitigen Vertrauen.

**Dennoch bleibt die deutsch-französische Übereinstimmung eine dauerhafte Herausforderung und sicherlich werden neue Hindernisse auftauchen, denn bei gewissen Themen verfolgen beide Partner eindeutig unterschiedliche Prioritäten.** Ein Beispiel, das diesen Punkt klar veranschaulicht, hängt mit der Beziehung der EU zu seinen südlichen und östlichen Nachbarn zusammen<sup>17</sup>. In Frankreich hat die sehr aktive Rolle Deutschlands bei der Vertiefung des Ostbereichs der europäischen Nachbarschaftspolitik (ENP) Anlass zu Befürchtungen gegeben, ob sich diese Bestrebungen nicht nachteilig auf die südlichen Nachbarn auswirken könnten. Und umgekehrt hat der französische Vorschlag zur Schaffung einer „Mittelmeerunion“ außerhalb der Strukturen der EU und des bestehenden Rahmens (der Barcelona-Prozess), Zweifel und besorgte Fragen von deutscher Seite hervorgerufen. Im März 2008 zeichnete sich ein Kompromiss ab, und beide Länder haben dem Europarat am 12./13. März ein gemeinsames Dokument zu einem Projekt vorgelegt, das von nun an „Union für den Mittelmeerraum“ genannt wurde und ausgewogene Beziehungen der EU mit seinen südlichen und östlichen Nachbarn vorsieht.

Daher **sind die deutsch-französischen Annäherungen die klare Folge einer Zielstrebigkeit, zugleich aber auch Ausdruck einer pragmatischen Haltung und eines erfolgreichen Dialogs.** Die durch den Élysée-Vertrag oder in ihrer Folge eingerichteten Prinzipien und Werkzeuge haben sich als nützlich erwiesen.

## Die Instrumente dieses Dialogs

Der Vertrag aus dem Jahre 1963 hatte ein verpflichtendes Programm bilateraler Treffen eingesetzt und eine Verständigung in drei wichtigen Gebieten organisiert: Außenpolitik, Verteidigungspolitik, sowie Bildungs- und Jugendpolitik. Doch jenseits dieses hochrangigen Dialogs verfolgten die Verfasser dieses Vertrags in Wirklichkeit ein weit tiefer greifendes Ziel, nämlich die Anregung eines „Reflexes der Zusammenarbeit“ auf allen Ebenen. 50 Jahre nach der Unterzeichnung des Élysée-Vertrags besteht die Stärke der deutsch-französischen Verständigung darin, auf eine Vielzahl von Instrumenten gegründet zu sein, die eine auf der Welt einzigartige Verflechtung darstellen und somit Gelegenheiten schaffen zur Erleichterung des gegenseitigen Austausches.

Die Modalitäten dieser Verständigung haben sich weiterentwickelt. **Sie hat sich im Laufe der Zeit ausgeweitet, verfestigt und verdichtet.** Den großen bilateralen Gipfeln, an denen aufgrund sehr umfangreicher Tagesordnungen eine Vielzahl von Ministern teilnahm, folgte sukzessive eine thematische Koordination mit einem erhöhten Maß an Funktionalität. Die 1988 durchgeführte Veränderung des Élysée-Vertrags<sup>18</sup> hat sich dieser

---

17 Vgl. Einschätzung des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates (CESE) zu *Die Europäische Union und ihre nachbarschaftlichen Beziehungen*, vorgelegt von Yves Veyrier; 12. Mai 2009

18 Zusatzprotokoll zum Élysée-Vertrag vom 22. Januar 1988

Dynamik verschrieben und dabei drei neue Strukturen zur Bestätigung des eingesetzten Instruments geschaffen:

- **Der deutsch-französische Finanz- und Wirtschaftsrat (DFFWR)** beruft viermal pro Jahr ein Treffen der französischen und deutschen Wirtschafts- und Finanzminister sowie der Chefs der beiden Zentralbanken ein, um bei Positionen zu europäischen und internationalen Wirtschafts- und Finanzfragen die größtmögliche Übereinstimmung zu erzielen;
- **Der deutsch-französische Verteidigungs- und Sicherheitsrat (DFVSR)** trifft sich mindestens zweimal pro Jahr zur Festigung der Beziehungen beider Staaten in Verteidigungs- und Sicherheitsfragen sowie zur einvernehmlichen Abstimmung ihrer Maßnahmen. Ihm gehören die zwei Staats- und Regierungschefs, die Außen- und Verteidigungsminister sowie der Stabschef der französischen Streitkräfte und der Generalinspekteur der Bundeswehr an;
- **Der deutsch-französische Kulturrat (DFKR)** versammelt französische und deutsche Persönlichkeiten und Experten aus allen Bereichen der Kultur – bildende Künste, Theater, Kino, Musik, Literatur. Er verfolgt den Zweck der Förderung gemeinsamer Kulturprojekte und stellt ein Forum für gemeinsame Überlegungen und Austausch von Vorschlägen dar.

Seit 1989 ist zudem der im gleichen Jahr gegründete **deutsch-französische Sachverständigenrat für Umweltfragen** (DFSRU) hinzugekommen. Hier treffen sich einmal pro Jahr alle mit Umweltfragen und/oder Fragen zur nachhaltigen Entwicklung beauftragten Minister beider Länder, mit dem Ziel einen möglichst großen Einklang bei den jeweiligen Positionen und der Implementierung gemeinsamer Initiativen zu erzielen.

Durch ihre Bevorzugung der Funktionsfähigkeit, ausgerichtet auf einem themenorientierten Ansatz auf allen Ebenen, **muss die deutsch-französische Zusammenarbeit diesbezüglich nichtsdestotrotz weiterverfolgt und koordiniert werden. Dieser Notwendigkeit wurde durch die Errichtung eines Generalsekretariats für deutsch-französische Zusammenarbeit<sup>19</sup> in jedem Land Rechnung getragen.** Diese direkt an den Kanzler und den Premierminister angeschlossenen Sekretariate werden von einem Stellvertreter des Partnerlandes unterstützt und verfügen über eine geeignete Struktur<sup>20</sup>. Zusammen mit allen zuständigen Ministerien tragen sie zur Definition der beiderseitigen Politik bei, die in den deutsch-französischen Ministerräten angenommen wurde. Ihre Koordinationsbemühungen und die „Konzertierung“ der deutsch-französischen Beziehung beschränkt sich nicht auf die zentralen Verwaltungen beider Länder: beide Generalsekretäre für deutsch-französische Zusammenarbeit sind gleichermaßen bestrebt, die Verbindungen zwischen den Gebietskörperschaften zu verstärken und erfüllen eine wesentliche Rolle bei der Anregung der Zusammenarbeit unter den Zivilgesellschaften<sup>21</sup>.

Dennoch kommt diese Koordination nicht ohne politische Schlichtungsverfahren aus. Sie müssen rasch eingreifen, um die Anforderungen des internationalen Tagesgeschehens und darüber hinaus der europäischen Agenda zu erfüllen. Obgleich die deutsch-französischen Gipfel bislang nur alle zwei Jahre stattgefunden haben, ist das Prinzip eines

---

19 Derzeit Michael Link, Staatsminister im Auswärtigen Amt und Bernard Cazeneuve, Ministerialbeauftragter des Außenministers für Europangelegenheiten.

20 « Mission Allemagne » in Frankreich, „Arbeitsstab Frankreich“ in Deutschland.

21 Unter anderem mit Hilfe einer aktiven Beteiligung an der Ausrichtung des deutsch-französischen Tages und des de Gaulle-Adenauer Preises.

halbjährlichen Treffens beider Regierungen im Zentrum eines „**Deutsch-Französischen Ministerrates**“ (DFMR) anlässlich des 40. Jahrestags des Élysée-Vertrags vertraglich festgeschrieben worden, um die Verständigung zu aktuellen Themen, insbesondere Themen von europäischem Belang, zu verankern und bei den als vorgelagert identifizierten Themen auf pragmatische Weise Fortschritte erreichen zu können. Ebenso haben die „**Blaesheim-Treffen**“, benannt nach der Stadt, in der der erste informelle Gipfel dieser Art zwischen Präsident J. Chirac und Kanzler G. Schröder stattfand, eine bedeutende Rolle gespielt und direkte Unterredungen gefördert. Was die Europäischen Räte betrifft, bieten auch sie Gelegenheit zu Unterredungen zwischen dem französischen Präsidenten und der deutschen Kanzlerin.

Die Annäherung der politischen Positionen vollzieht sich gleichermaßen auch über eine Vertiefung **der Beziehungen innerhalb der Parlamente**. Präsidiumsvertreter der „Assemblée Nationale“ und des Bundestags treffen sich alljährlich, um die wichtigen europäischen Themen zu erörtern und sich über wichtige, in den Tagesordnungen des jeweiligen Landes stehende, nationale Fragen auszutauschen<sup>22</sup>. Auch hier zeigt sich eine funktionsfähige und systematische Koordination rein im Dienste der Fakten, die in erster Linie die mit europäischen Angelegenheiten beauftragten Kommissionen beider Versammlungen mit einbezieht.

---

## Eine Beziehung voller Vertrauen

### Partnerschaft mit zahlreichen Interessengruppen

**Die deutsch-französische Verständigung ist**, weit mehr als nur auf die politischen Autoritäten allein beschränkt, **tief im Herzen der Gesellschaft und des wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Lebens beider Länder verankert**. Darüber hinaus hat die Präsenz wichtiger Einrichtungen des französischen Militärs auf dem Gebiet der BRD zur Sicherung der Verteidigung dieses Landes, von Beginn an die deutsch-französische Annäherung durch die Entwicklung zahlreicher freundschaftlicher Beziehungen zwischen den Einheiten beider Armeen begünstigt. Auf jeden Fall hat keine andere Partnerschaft auf der Welt ein derart hohes Maß an Intensität und einen derart hohen Organisationsgrad erreicht.

**Die zugunsten junger Franzosen und Deutscher unternommenen Maßnahmen, haben in dieser Hinsicht eine bestimmende Rolle gespielt**, und ohne Zweifel mitgeholfen, der deutsch-französischen Solidarität eine Form zu geben oder, um den Ausdruck General de Gaulles aus seiner berühmten Rede an die deutsche Jugend in Ludwigsburg, zu gebrauchen sie „(auf)leben zu lassen“, damit sich „alle Schichten [...] noch mehr annähern, sich besser kennen lernen und sich noch stärker verbinden“<sup>23</sup>. Dies sind die Ziele, die im Mittelpunkt aller Aktivitäten des **DFJW**<sup>24</sup> (deutsch-französisches Jugendwerk) stehen. Dank eines Netzwerks mit 7.000 Partnern aus Jugendverbänden, Sportverbänden, Kulturverbänden, Gymnasien, Universitäten, Unternehmen, Beratungskammern, Berufsbildungszentren

---

22 Seit 1991 finden diese Treffen auch in Anwesenheit von Vertretern des polnischen Parlaments statt.

23 „Rede an die Deutsche Jugend“ – auf Deutsch gehalten – am 9. September 1962.

24 Das DFJW wurde am 5. Juli 1963 durch ein französisch-deutsches Regierungsabkommen gegründet. Am 26. April 2005 ist seine Organisation durch ein erneutes Abkommen modifiziert worden und seither um einen Verwaltungsrat, einen Orientierungsrat sowie einen deutschen und einen französischen Generalsekretär herum strukturiert.



und lokalen Trägern..., ist es dem Jugendwerk innerhalb von 50 Jahren und trotz eines nicht neu bewerteten Budgets gelungen, **mehr als 8 Millionen jungen Franzosen die Teilnahme an ca. 300.000 Programmen zu ermöglichen**. Dazu gehören u.a. Schul- und Universitätsaustauschprogramme für Schüler und Lehrer, Sprachkurse, Stipendienvergaben, Ausrichtung zahlreicher binationaler Kundgebungen... Die Programme des DFJW stehen heute auch allen jungen Menschen aus anderen Ländern der Europäischen Union offen und widmen sich auch neuem Themen wie Ausbildung, Mobilität von Studenten, Auszubildenden und Arbeitnehmern, sowie der Integration und des Engagements von Bürgern. Das Projekt zur Schaffung des Status eines deutsch-französischen Praktikanten, gemeinsam mit der französischen Industrie- und Handelskammer organisierte Ausbildungen, die Mittelzusammenlegung zur Förderung und Begleitung der Mobilität durch die Berufs- und Handwerkskammern, sind alles Teile dieser Entwicklung.

Was die **deutsch-französische Hochschule** (DFH) betrifft, stellt auch sie, neben dem DFJW, einen einzigartigen und sinnbildlichen binationalen Organismus der deutsch-französischen Zusammenarbeit dar. Diese, 1999 eingeweihte Struktur „ohne Mauern“ fußt in der Tat auf einem Netzwerk aus **169 Bildungseinrichtungen des Hochschulwesens** zu beiden Seiten des Rheins und bietet Universitätskurse mit binationalen, oder bei einer diesbezüglichen Kooperation mit dritten Ländern, sogar trinationale Abschlüsse an. Die DFH wird zu gleichen Teilen von Frankreich und Deutschland finanziert und hat aktuell etwa **4.600 Studenten**. Ferner stellen in der Sekundarstufe **die drei deutsch-französischen Gymnasien** (Saarbrücken, Freiburg und Buc), **die 15 Einrichtungen der AEFÉ (Agentur für Französischunterricht im Ausland)** in Deutschland, sowie **die zweisprachigen Abteilungen, „ABIBAC“** genannt – die eine gleichzeitige Vorbereitung auf das französische Abitur „BAC“ und das deutsche Abitur „ABI“ ermöglichen – weitere Möglichkeiten der Schulbildung in einer bikulturellen Umgebung dar.

Eben genau dieser sehr ausgeprägte Wille, das gegenseitige Kennenlernen, das Verständnis und das Interesse an- und füreinander zu verstärken, ist auch verantwortlich für die Publikation eines **deutsch-französischen Geschichtslehrbuchs** für Gymnasien im Jahre 2006, das sicherlich mit zu den symbolträchtigsten Leistungen hinsichtlich einer Versöhnung zählt. Der Start **des deutsch-französischen Fernsehsenders Arte** im Jahre 1992 ist seinerseits ebenfalls das Ergebnis einer ambitionierten und weltweit einzigartigen Initiative. 20 Jahre nach seiner Gründung ist seine Zuschauerzahl eher gering – 1,5% Marktanteil in Frankreich und weniger als 1% in Deutschland, doch kann sich der Sender, dessen reichhaltiges und abwechslungsreiches Programm klar von einer rein binationalen Themenwahl abrückt, nichtsdestotrotz über eine sehr positive Akzeptanz seitens der Bevölkerung freuen.

In tieferer Hinsicht laufen alle Meinungen darauf hinaus anzuerkennen, dass die Lebendigkeit der deutsch-französischen Beziehung zu einem deutlichen Teil vom starken Engagement der Zivilgesellschaft genährt wird. **Zahlreiche private Interessengruppen sind in zum Teil überholten und institutionalisierten Projekten der Zusammenarbeit engagiert. So haben z.B. die Gewerkschaften, doch auch Landwirtschaftsorganisationen solide Vertrauensbande mit ihren Kollegen jenseits des Rheins geknüpft.** Initiativen wie z.B. das deutsch-französische Gewerkschaftsforum, das alljährlich den DGB<sup>25</sup> und französische Gewerkschaften zusammenbringt, haben teil an einer besseren Kenntnis der

---

25 Der DGB (Deutscher Gewerkschaftsbund) ist der führende deutsche Gewerkschaftsbund.

wirtschaftlichen und sozialen Realitäten beider Länder und motivieren darüber hinaus die Suche nach Übereinstimmungspunkten bei bilateralen, aber auch europäischen Fragen.

Anlässlich seiner Anhörung vor dem Ausschuss, hat der Leiter des deutsch-französischen Instituts (DFI) in Ludwigsburg, Frank Baasner auch die wichtige Rolle **der Städtepartnerschaften und Partnerschaften von Regierungsbezirken oder Regionen** betont. Die Zahl der französisch-deutschen Partnerschaften beläuft sich auf 2.281 im Vergleich zu 1.065 französisch-englischen und 881 französisch-italienischen Partnerschaften<sup>26</sup>. Ihr Beitrag zur deutsch-französischen Partnerschaft ist daher viel konkreter und tiefgreifender als man gemeinhin annimmt. Diese Partnerschaften gestatten einen Erfahrungsaustausch in allgemeinen Fragen in Bezug auf Jugend, Beschäftigung, Städteplanung oder nachhaltige Entwicklung. Des Weiteren bilden sie den Rahmen für zahllose Initiativen zur Verbindung lokaler Organisationen der Zivilgesellschaften miteinander.

Dieses Bild wäre sehr unvollständig, würde man nicht die **Partnerschaften zwischen deutschen und französischen Unternehmen** erwähnen. Denn Frankreich und Deutschland stellen füreinander Wirtschaftspartner ersten Ranges dar. 2011 belief sich die Summe der französischen Exporte nach Deutschland auf 69,1 Mrd. Euro. Frankreich importierte seinerseits deutsche Güter und Dienstleistungen im Wert von 85,2 Mrd. Euro. **Damit ist Deutschland zugleich der wichtigste Kunde und Zulieferer Frankreichs** mit einem Volumen französischer Exporte von 16,5% und französischer Importe von 16,9%. Frankreich ist das erste Empfängerland von aus Deutschland stammenden Investitionen zur Schaffung von Arbeitsplätzen: 25% aller diesbezüglichen deutschen Europaprojekte – gefolgt von Großbritannien (16%) und Spanien (8%)<sup>27</sup>. Deutschland ist der **zweitgrößte ausländische Arbeitgeber in Frankreich** – nach den USA – mit einer besonders starken Präsenz in der Automobil-, metallverarbeitenden und mechanischen Industrie. **Im Gegenzug beschäftigen die 3.700 in Deutschland vertretenen französischen Unternehmen ca. 328.000 Menschen**<sup>28</sup>. Vor diesem Hintergrund einer sehr starken gegenseitigen Abhängigkeit und des hohen Niveaus an Integration der Produktionsfaktoren, haben es die zwischen französischen und deutschen Unternehmen entstandenen Verflechtungen gestattet, gemeinsam Kapazitäten zu nutzen, gemeinsame Programme zu entwickeln oder, in weiterem Rahmen, eine kritische Masse zu erreichen, die besser an den neuen globalen Kontext angepasst ist. Dennoch sind die Annäherungsbestrebungen nie einfach, und man sollte auch diesbezügliche Misserfolge nicht unerwähnt lassen, wie z.B. das Fehlen von französisch-deutschen Konzernen in Bereich Atomindustrie. Was den Zustand von EADS, dem führenden europäischen Luft- und Raumfahrtkonzern, angeht, so kann man hier getrost von einem Erfolg sprechen, der jedoch in Gänze die Schwierigkeiten zeigt, die ein Joint-Venture in Bezug auf nationale Denk- und Grundmuster, Gepflogenheiten und Interessen, überwinden muss. Auf jeden Fall muss ebenfalls erwähnt werden, dass bei den tatsächlichen deutsch-französischen Handelsbeziehungen auch **kleinere und mittlere Betriebe in nichts nachstehen**.

---

26 Quelle: Rat der Regionen und Städte Europas (2010).

27 Quelle: Jahresbericht des Französischen Agentur für internationale Investitionen, 2011.

28 Quelle: Website des Ministeriums für Wirtschaft, Finanzen und Industrie ([www.tresor.economie.gouv.fr](http://www.tresor.economie.gouv.fr)), „Ausländische Direktinvestitionen in Deutschland in den Jahren 2009-2010“.

## Treibende Kraft beim Fortschritt Europas

Zweifellos reicht das Thema der deutsch-französischen Zusammenarbeit weit über den bilateralen Rahmen hinaus und erstreckt sich auf ein viel größeres Projekt: den Aufbau Europas. Nicht wenige europäische Projekte haben sich im Zusammenhang mit Schlichtungsbemühungen deutscher und französischer, zu Beginn erheblich voneinander entfernten, Positionen verfestigt. Und genau hier **agiert das Duo Frankreich/Deutschland als treibende Kraft für die Europäische Union.**

Frankreich und Deutschland haben in erster Linie **einen großen Beitrag zur Gestaltung der institutionellen Architektur der Europäischen Union geleistet.** Die Schaffung des Europarates im Jahre 1974, die Wahl des Europaparlaments durch allgemeines Wahlrecht seit 1979, die Erweiterung der Abstimmung auf den qualifizierten Mehrheitsbeschluss, die Bestätigung des Subsidiaritätsprinzips, stellen ein hohes Maß an Fortschritt dar, der an die verschiedenen Etappen des deutsch-französischen Dialogs anknüpft und den Kompromiss widerspiegelt, der sich erfahrungsgemäß zwischen der föderalistischen und supranationalen, von Deutschland getragenen Vision und dem französischen Verständnis eines noch stärkeren zwischenstaatlichen Europas, entwickelt hat. Diese Rolle als Impulsgeber hat sich ebenfalls in den **zwischenstaatlichen Kooperationen eingebettet, Verbotten einer zukünftigen integrierten europäischen Politik**, wie z.B. das Schengen-Abkommen oder die Schaffung des Euro.

Doch das deutsch-französische Tandem hat auch die durch den wirtschaftlichen Integrationsprozess eingeschlagene Richtung beeinflusst, und dies weit jenseits seiner aktiven Beteiligung an der Konsolidierung eines einheitlichen Marktes. Bestes Beispiel hierfür ist die gemeinsame Agrarpolitik, aufgrund ihrer Tragweite und ihrer spezifischen Merkmale. Der Prozess, der zum Maastrichter Vertrag und der Wirtschafts- und Währungsunion geführt hat, ist seinerseits zu einem großen Teil auch durch Fortschritt im deutsch-französischen Dialog über die Geldpolitik und die Rolle der Zentralbanken gekennzeichnet. Genauso **haben die deutsch-französischen Prioritäten eines Modells des ausgeglichenen Wirtschaftswachstums oder der sozialen Marktwirtschaft die Ausrichtungen Europas auf tiefgreifende Weise durchdrungen.** Die für den Prozess von Lissabon (2000) und später für die EU-Strategie 2020 in Betracht gezogenen Zielsetzungen, spiegeln diese Konzeptionen ganz klar wider. Gewisse konkrete Ergebnisse, wie die Revision der Kriterien der „Dienstleistungs“-Direktive sind hierfür ebenfalls Ausdruck.

**In anderen Bereichen, wie beispielsweise Verteidigungs- oder Außenpolitik, hat sich der Beitrag des Gespanns zur Verfestigung der Europäischen Union etwas verhaltener manifestiert.** Trotz gemeinsamer, sehr deutlich bestätigter Positionen, insbesondere hinsichtlich des Irakkrieges (2002), fehlt die Definition einer langfristig geteilten Vision: als frappierendes Beispiel sei hier der Konflikt in Ex-Jugoslawien Anfang der 90er Jahre genannt<sup>29</sup>. In der Sache hat es den Anschein als ob der Wille für eine Vertiefung, zumindest für eine gewisse Zeit und nicht ohne Paradox, eher mehr dem Gespann Großbritannien/Frankreich zuzuschreiben wäre, da es beide Länder auf dem Gipfel von Saint-Malo (1998) verstanden haben, ihre Mobilisierung zu demonstrieren. Trotz des wichtigen militärischen Bereichs des Élysée-Vertrags, schienen Frankreich und Deutschland damals nicht in der Lage, eine strategische Annäherung zu erzielen: ihre Divergenzen über die Rolle der NATO

---

<sup>29</sup> Siehe die Studie des Wirtschafts- und Sozialrats „Der westliche Balkan und die Europäischen Union“ präsentiert von Alain Terrenoire, 23. Oktober 2007

in Europa oder über die Nuklearfrage, erwiesen sich als große Hindernisse, die nur schwer zu überwinden waren. Der Vorschlag dem Maastrichter Vertrag seinerseits einen politischen Bereich hinzuzufügen, sollte insbesondere von F. Mitterrand und H. Kohl durch die Schaffung einer gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik (GASP) kommen. Die Übernahme des deutsch-französischen Sicherheits- und Verteidigungskonzepts im Jahre 1996, sollte sich als weiterer wichtiger Schritt in Richtung einer strategischen Annäherung zwischen beiden Ländern erweisen. Der teilweise Rückzug der Vereinigten Staaten aus Europa und die Neubewertung der französischen Mitgliedschaft in der NATO können ebenfalls als Beweise gelten, dass sich die Gesamtlage verändert hat. **Seither haben Deutschland und Frankreich erfolgreich den Weg einer gemeinsamen militärischen Zusammenarbeit beschritten.** Die wiederholte Anwesenheit deutschen Militärs bei den feierlichen Parade auf den Champs-Élysées am 14. Juli sind hierfür ein symbolträchtiges Zeugnis. Die am 12. Januar 1989 gegründete deutsch-französische Brigade mit ihren 5.000 Soldaten, stellte bereits die Andeutung des Eurocorps von 1992 (50.000 Soldaten) dar, seinerseits Keimling der europäischen Verteidigung, die außerhalb Frankreichs und Deutschlands noch Belgien, Luxemburg und Spanien umfasst. Auch im Bereich Aufrüstung waren Paris und Berlin ebenfalls die Vorläufer: sie sind die Initiatoren der 1996 gegründeten Institution **OCCAR** (Organisation für gemeinsame Rüstungszusammenarbeit), die die Zusammenarbeit und Verwaltung großer Programme zwischen sechs Mitgliedsstaaten organisiert.

Der Einfluss der deutsch-französischen Partnerschaft liegt dennoch nicht klar auf der Hand. Oftmals ist sie übrigens strapaziert und auf den Prüfstein gelegt worden, insbesondere z.B. in Folge der Osterweiterung der EU oder noch eindeutiger im Moment der Ablehnung des „Vertragsprojekts für eine Errichtung einer Europäischen Verfassung“ durch Frankreich. Wie soll man in diesem Kontext und angesichts der Tatsache, dass Deutschland anscheinend schon immer eine entschlossene Vorgehensweise, hin zu mehr Integration favorisiert hat, da nicht Zweifel an der Existenz einer wirklich von beiden Staaten geteilten Konzeption eines zukünftigen Europas haben? Diesbezüglich kommt man nicht umhin, festzustellen, dass diese Schwierigkeiten die Legitimation der Achse Paris/Berlin in den Augen der europäischen Partner nicht dauerhaft belastet haben. Ganz im Gegenteil: Frankreich und Deutschland haben eine aktive Rolle zugunsten der Wiederbelebung des europäischen Projekts vertreten, die sich durch das Inkrafttreten des Vertrags von Lissabon am 1. Dezember 2009 konkretisiert hat. Letzten Endes sollten diese Krisen nur den unantastbaren Charakter der Verbindung zwischen dem Zustand des deutsch-französischen Gespanns und dem Fortschritt beim Aufbau Europas verdeutlichen.

---

## Die Wiederbelebung der deutsch-französischen Beziehungen

Ungeachtet aller Schwierigkeiten steht die Beziehung beider Staaten aufgrund ihres Einflusses ohne Frage im Mittelpunkt der europäischen Union. Rufen wir uns in Erinnerung, dass beide Länder insgesamt fast 150 Millionen Menschen umfassen und ein BIP aufweisen, das 42% des gesamten BIP der Eurozone ausmacht – größer als das von China – sowie 11,4% des Welthandels bestreiten und 47% Stimmrecht bei der Europäischen Zentralbank (EZB) halten...

Frankreich und Deutschland stellen dennoch nicht notwendigerweise eine homogene Einheit dar. Beide Staaten sind in der Tat jeweils mit politischen, wirtschaftlichen und sozialen Herausforderungen konfrontiert, die Ergebnisse unterschiedlicher strategischer Entscheidungen sind, aber unleugbar auch am kritischen Blick teilhaben, mit dem sich beide Länder betrachten. Während Frankreich sich in den letzten Jahren auf die Sicherung des Einkommens konzentriert hat, um damit auch den Binnenkonsum zu sichern, widmete Deutschland seine Aufmerksamkeit der Beschäftigung und der Wettbewerbsfähigkeit. Heute stellt sich in einem internationalen Umfeld mit stetig schärferer Konkurrenz aufgrund des Auftauchens neuer Wirtschaftsmächte für Frankreich die Frage einer Rückgewinnung von Wettbewerbsbereichen, angesichts eines bröckelnden Industriesektors und einer beginnenden Schrumpfung unserer Marktanteile sowohl innerhalb als auch außerhalb der Eurozone. Unsere Arbeitslosenquote liegt über dem europäischen Durchschnitt, und unser Haushalt weist ein Defizit auf. Nichtsdestotrotz muss man betonen, dass, dank der sozialen Absicherung in Frankreich der Schock der Krise auf gewisse Weise abgemildert werden konnte. Was Deutschland anbelangt, so ist seine wirtschaftliche Leistung dank einer leistungsfähigen Industrie und einer starken Wertschöpfungskette, einem Netzwerk an mittelgroßen Betrieben mit sehr stark verwurzelter industrieller Tradition – ebenfalls zu einem großen Teil für den Erfolg des Exports verantwortlich – und einer dynamischen, angewandte, Forschung, hinlänglich bekannt. Das alles darf jedoch nicht über eine gewisse Anzahl von Handicaps hinwegtäuschen: eine Bevölkerungsüberalterung, die dieses Land zum demografisch gesehen ältesten Land Europas macht – eine Entwicklung, die nicht ohne Folgen für die wirtschaftlichen und finanziellen Möglichkeiten bleiben wird, die hinsichtlich der Schuldenbewältigung, der Finanzierung der Rentensysteme und der unternehmerischen Dynamik gewählt werden müssen; das Auftauchen von ca. 6,8 Millionen Arbeitnehmern an oder unter der Armutsgrenze mit einem Stundenlohn von unter 8,5 Euro/Stunde, einem extrem verschuldeten Finanzsektor, mittelfristigen Unsicherheiten hinsichtlich des Energieumstiegs aufgrund der Entscheidung für einen Ausstieg aus der Atomenergie...

Die Verständigung beider Länder ist, ohne exklusiv zu sein, dank eines dauerhaften Dialogs und einer pragmatischen Herangehensweise, unweigerlich eine Notwendigkeit geblieben. Doch jeder Punkt, der beide Staaten näher zueinander bringt, hat immer Vorrang gehabt: die vorhin bereits erwähnte soziale Marktwirtschaft, der Schutz des Gemeinwohls durch Anerkennung der schützenden und umverteilenden Rolle des Staates, die Organisation internationaler Beziehungen durch Förderung von Normen und Regulierungsverfahren.

Genau diese Anerkennung der gemeinsam geteilten Werte und der „gleichen Vision ihrer gemeinsamen Zukunft am Horizont 2020“, wie sie an passender Stelle in der Präambel der **„Deutsch-französischen Agenda 2020“** wieder aufgegriffen wird, die am 4. Februar 2010 anlässlich des 12. deutsch-französischen Ministerrats verabschiedet wurde, ist der Grund, der einen Fortschritt beim Aufbau der europäischen Union ermöglicht, insbesondere in den schwierigen Momenten, wie z.B. nach dem Nein in Frankreich und den Niederlanden im Jahre 2005, nach französischen und holländischen Volksentscheiden über den Verfassungsvertrag, sowie beim Ausbruch der Finanzkrise.

---

## Die Redynamisierung des Dialogs

50 Jahre nach der feierlichen Messe in der Kathedrale von Reims zur Besiegelung der Versöhnung beider Völker in Anwesenheit von Kanzler Adenauer und General de Gaulle, gab die Gedenkfeier am 8. Juli 2012 im gleichen Rahmen F. Hollande und A. Merkel die Gelegenheit, ihrer Verbundenheit mit der „unantastbaren Beziehung“ zwischen Frankreich und Deutschland Ausdruck zu verleihen. Die **deutsch-französische Agenda** stellt mit ihren 80 Vorschlägen den Referenzrahmen der Entwicklung der deutsch-französischen Zusammenarbeit für das laufende Jahrzehnt dar. Sie berücksichtigt sechs große Handlungsbereiche in denen unsere zwei Länder die Anstrengungen bündeln müssen, um ihre Partnerschaft im Dienste eines vereinten Europas zu festigen. Selbst wenn diese Bereiche extrem umfangreich sind, muss man trotzdem mit Bedauern feststellen, dass dieses Dokument, dessen letztendliches Ziel die Eröffnung einer neuer Etappe in der deutsch-französischen Partnerschaft darstellt, eher viel zu stark einem Katalog wahllos aufgeführter Allgemeinplätze ähnelt, aus einerseits Absichtserklärungen, die die bilaterale Zusammenarbeit und die Zukunft der EU vermischen und andererseits konkreteren Initiativen. **Der Jahrestag des Élysée-Vertrags müsste als Gelegenheit wahrgenommen werden, den politischen Schwung der ursprünglich zwischen beiden Ländern festzustellen war, wieder aufzunehmen und diese Agenda auf eine stärker eingegrenzte Menge an Zielsetzungen neu zu gestalten.** Am 22. September 2012 hat sich der französische Staatspräsident in Ludwigsburg für eine „starke politische Erklärung“ im Zusammenhang mit konkreten Projekten in den Bereichen Industrie-, Innovations-, Energie-, Jugend- und Kulturpolitik ausgesprochen.

Beim Thema **Wirtschaft, Finanzen und Beschäftigung**, ist ein ganz wichtiger Tagesordnungspunkt die Rückkehr zu den großen wirtschaftlichen und Haushaltsgleichgewichten und die Priorität eines stabilen Wachstums mit einer klarer Orientierung der Bestrebungen in Richtung Forschung, Innovation und Wettbewerbsfähigkeit. **Die Ankündigung des Präsidenten der Republik und der Kanzlerin, der Einberufung einer Arbeitsgruppe unter dem Vorsitz von M. Jean-Louis Beffa**, Ehrenpräsident von Saint-Gobain und Gerhard Cromme, Aufsichtsratsvorsitzender von ThyssenKrupp und Siemens, mit dem **Ziel, Vorschläge zugunsten der Entwicklung der Zusammenarbeit im Bereich Industrie zu entwickeln**, markiert ein gemeinsames Engagement mit dem klaren Willen den Fortgang gewisser Themen zu beschleunigen. Diese Arbeitsgruppe hat ebenfalls den Auftrag, über eine **bessere Wettbewerbsfähigkeit im Zentrum der Union und in den Drittweltländern nachzudenken**, durch Anpassung der europäischen Gesetzgebung in Sachen Wettbewerbspolitik, Handelspolitik sowie der Regelung des Banken- und Finanzwesens. Hingegen spricht die Agenda die noch offenen Fragen bezüglich einer gemeinsamen Steuerpolitik im Zusammenhang mit einer Körperschaftssteuer trotz fortgeschrittener Arbeiten in beiden Ländern nicht an. Wenn sich die Agenda 2020 letzten Endes für eine Verfolgung gemeinsamer Gespräche mit den Sozialpartnern zu wirtschaftlichen und sozialen Fragen in beiderseitigem Interesses äußert, benennt sie damit noch lange keine präzisen Punkte einer Übereinstimmung, wie es Gabriele Bischoff, verantwortliche Leiterin der Europapolitik im Bundeslenkungsausschuss des DGB, dem Ausschuss hat deutlich machen können. Ihrer Einschätzung nach können die deutschen und französischen Gewerkschaften, die ja bereits sehr tiefe Beziehungen

pflegen, willkommene Kräfte bei Vorschlägen für eine Vielzahl von Themen zugunsten der Beschäftigung und des sozialen Fortschritts darstellen: die Förderung einer Politik zur Schaffung von Arbeitsplätzen, insbesondere für junge Menschen, die Festschreibung sozialer Mindestnormen in ganz Europa, die Arbeitnehmerentsendung in der EU, das Recht auf kollektive Verhandlungen, die Verbesserung des Arbeitsrechts in Europa...

In Sachfragen zur **Energie** soll die Implementierung des Elektroautos in den Regionen Strasbourg und Stuttgart/Mannheim/Karlsruhe, schriftlich niedergelegt anlässlich des ersten grenzüberschreitenden Versuchsprojekts von globaler Tragweite ausgedehnt werden, mit der Perspektive einer gemeinsamen Ausarbeitung einer Stromversorgung zur Wiederaufladung der Akkus mit Potential für eine weltweit anerkannte Norm. Der französische Botschafter in Deutschland hat seinerseits die realen Möglichkeiten der französisch-deutschen industriellen Kooperation in den Bereichen erneuerbare Energie, Abbau von Atomkraftwerken, Hochspannungsleitungen und Kohlegewinnung hervorgehoben. Allerdings ist hier zu bedauern, dass der Mangel an Übereinstimmung bei den Zielen, die Chancen für eine Entwicklung der von den einzelnen Industriesektoren geteilten Projekte erschwert.

In Bezug auf den strategischen Bereich für eine Zukunft des Wachstums, **der Ausbildung und des Hochschulwesens**, spricht sich der deutsch-französische Ministerrat für eine Verdoppelung der zweisprachigen Kurse im Hochschulwesen bis 2020 aus, gleichzeitig aber auch der Anzahl auch der promovierenden Studenten und jungen Forscher, die an von der französisch-deutschen Universität finanzierten Programmen teilnehmen. Ebenso strebt er die Öffnung von 200 zweisprachigen, deutsch-französischen Kindergärten an und sähe gerne, dass jeder zweite Franzose oder jeder zweite Deutsche das Nachbarland zumindest besucht hätte. Zu einer derart großen Menge an im Prinzip geeigneten Maßnahmen zur Förderung eines besseren gegenseitigen Kennenlernens und der besseren Wahrnehmung der Verantwortungsbereiche der jeweils anderen Gesellschaft kann man sich eigentlich nur beglückwünschen. Jedoch beinhalten diese wohlgemeinten Vorschläge keinerlei konkrete Darstellungen der umzusetzenden Mittel und Wege, um sie auch wirklich realisieren zu können. Erinnern wir uns, dass nur 14% einer französischen Altersgruppe Deutsch lernt, verglichen mit 17% in Deutschland, die Französisch lernt und dass der Anteil an Schülern, die die Sprache des Partnerlandes erlernt haben, zwischen 2004 und 2010 gesunken ist: in Deutschland von 28,2% auf 27,3% und in Frankreich von 26,8% auf 21,6%. Die Gründe für diesen Rückgang in unserem Land sind vielfältig: eine deutlich ausgeprägteres Interesse für andere Sprachen, kein Deutschkursangebot in der Grundschule, unzureichende Finanzmittel für die Einrichtung von Schulklassen und wenig Teilnehmer an Lehramtsprüfungen für den Sekundarbereich. Auf französischer Seite müssten noch alle zur Förderung des Erlernens der deutschen Sprache geeigneten Maßnahmen umgesetzt werden. Auf deutscher Seite ist das ein Thema der Schulpolitik der jeweiligen Länder, die ja ihrerseits als letzte Instanz unabhängig über ihre sprachlichen Prioritäten im Schulbereich entscheiden. Auf jeden Fall beabsichtigt das DFJW, wie Generalsekretärin Angrand vor dem Ausschuss für europäische Angelegenheiten deutlich klar gemacht hat, das Interesse für das „Deutsch-Französische“ zu fördern, sich diesbezüglich an eine breitere Öffentlichkeit zu wenden und eine detaillierter ausgearbeitete Programmgestaltung anzubieten. Jenseits des frühzeitigen Erlernens der deutschen Sprache, ein Punkt, den das DFJW voller Ambition anlässlich dieses 50. Jahrestags und des oben erwähnten Austausches zu fördern beabsichtigt, erhofft man sich unter anderen ein Mobilitätsangebot in weit engerem Bezug zum beruflichen Leben junger Menschen.

Was **Forschung und Innovation** angeht, Bereiche deren Ausweitung sich im Grunde der Wettbewerbsfähigkeit auf den Weltmärkten anpasst, muss man sich in Erinnerung rufen, dass hier beide Länder 10% der weltweiten und 50% der europäischen Forschung ausmachen. Die Ankündigung einer Weiterverfolgung und Vertiefung derzeitiger Kooperationen großer Forschungsinstitutionen sowie der Ausarbeitung gemeinsamer Vorschläge „voller Ambitionen für die Schaffung von Spitzenforschungszentren auf Weltniveau“ in den Bereichen Medizin, Biotechnologie und ökologische Wirtschaft spiegelt dieses Bedürfnis wider. Die für 2013/14 vorgesehenen, gemeinsamen Projekte zum Bau eines Methangas-Detektorsatelliten und die Durchführung einer gemeinsamen Mission zur Klimabeobachtung per Satellit verfolgen die gleiche Ausrichtung und sind ein Indiz dafür, wie dynamisch die deutsch-französische Luft- und Raumfahrtkooperation ist.

Im Themenbereich **Außen-, Verteidigungs- und Sicherheitspolitik** billigt die Agenda die französische Unterstützung der legitimen Bestrebungen Deutschlands um einen Sitz als ständiges Mitglied im Sicherheitsrat der UNO. Sie erinnert übrigens daran, dass beide Staaten einvernehmlich im Dienste einer gemeinsamen europäischen Sicherheits- und Verteidigungspolitik (GESVP) agieren, und zugleich im Zentrum der geeigneten Instanzen und Strukturen (UNO, NATO...) für eine Stabilisierung des Friedens und der Sicherheit auf der Welt arbeiten müssen. Die Verweigerung einer Teilnahme Deutschlands an der militärischen Intervention in Libyen, die in Europa allgemeine Zustimmung fand, zeigt deutlich den Weg, der für eine Annäherung dieser Positionen noch beschritten werden muss. In diesem Stadium und angesichts des gleichermaßen in Paris wie Berlin eindeutig vorgetragenen politischen Willens für einen Ausbau des Dialogs über internationale Fragen und Verteidigung, sollte man die Treffen im Juni und Juli bewerten, die im Zeichen der Vorbereitung auf den 50. Jahrestag des Élysée-Vertrags zwischen den Außen- und Verteidigungsministern beider Länder stattfanden. In direkter Folge dieser Treffen und den durch die französisch-deutsche Agenda abgesteckten Achsen dürfen auch die **jüngsten, zum Zweck einer Wiederbelebung der bilateralen und europäischen Zusammenarbeit für die Entwicklung der Rüstungsindustrie unternommenen Initiativen** nicht unerwähnt bleiben. Die für die Ermittlung des Bedarfs bis 2030 verantwortlichen Arbeitsgruppen im Bereich Satelliten, Panzer, Flugzeuge und Helikopter sind klare Antworten auf diese Anforderungen. Die ersten diesbezüglichen Projekte werden im Januar 2013 angekündigt, einem Datum voller Symbolcharakter, da es den 50. Jahrestag des Élysée-Vertrags darstellt. **Die französische Regierung hat Deutschland übrigens ihre Beteiligung an der mit der Ausarbeitung in Zusammenhang mit dem militärischen Programmgesetz (2014-2020) beauftragten Kommission angeboten.**

„**Die Annäherung unserer Bürger**“, so der Titel von Artikel 5 der deutsch-französischen Agenda, **ist von ausschlaggebender Bedeutung für die Verwurzelung der Beziehungen zwischen der französischen und deutschen Gesellschaft.** Denn ungeachtet des von den politischen Führern bekräftigten politischen Willens können nur konkrete, von den Bürgern zu beiden Seiten des Rheins gemeinsam getragene und als zur Verbesserung ihres täglichen Lebens geeignet empfundene Initiativen der Garant für ein solides Fundament des Bündnisses zwischen Frankreich und Deutschland sein. Unter den 14 dargestellten Vorgehensweisen und jenseits allem, was bereits tatsächlich vor Ort funktioniert, stellt der deutsch-französische Ministerrat das Projekt zur Schaffung eines gemeinsamen ehelichen Güterrechts bis 2020, der Schaffung eines deutsch-französischen Jugendparlaments, der Entwicklung eines freiwilligen Zivildienstes, der gegenseitigen Ausrichtung großer Sportveranstaltungen und einer verstärkten Unterstützung des Fernsehsenders ARTE



ganz oben an. Diese Aufzählung ist noch lange nicht vollständig, **doch weisen all diese Vorhaben in die richtige Richtung, auch wenn sie derzeit nur ein prognostisches Arbeitsprogramm darstellen.**

Die Agenda, die in ihrem, dem **institutionellen Rahmen** gewidmeten Teil, daran erinnert hat, dass der deutsch-französische Ministerrat die bevorzugte Struktur der bilateralen Zusammenarbeit darstellt, legt ihren Akzent ganz deutlich auf zwei Aspekte. Zum einen die Annäherung der diplomatischen Vernetzungen in den Drittweltländern, mit dem Ziel einer langfristigen Errichtung gemeinsamer Botschaften ab 2020. Hierbei wird zunächst mit einer systematischen Möglichkeitsstudie der gemeinsamen Unterbringung deutscher und französischer Vertreter aufgrund immobilienrelevanter Entscheidungen begonnen, sowie eine systematische Recherche einer gemeinsamen Nutzung von Kulturzentren und eine Wirtschaftlichkeitsstudie beider Botschaften durchgeführt. Der Weg hierfür ist bereits 2008, mit der Unterzeichnung eines Rahmenvertrags zwischen Frankreich und Deutschland, bereitet worden. Zum anderen „ermutigt“ der deutsch-französische Ministerrat, laut entsprechender Formulierungen der Agenda „beide Parlamente, zusätzliche Etappen für eine noch engere Zusammenarbeit in Erwägungen zu ziehen“. So schlägt er u.a. eine Intensivierung des Austausches zwischen den außenpolitischen und europapolitischen Kommissionen vor, mit der Möglichkeit systematischer Konsultationen in Bezug auf die Ausübung der Subsidiaritätskontrolle des Vertrags von Lissabon, der Abfassung gemeinsamer parlamentarischer Berichte, ja sogar der Ausarbeitung von Vorschlägen für gemeinsame Gesetze. Die Robert-Schuman Stiftung hat ihrerseits in Übereinstimmung mit den bestehenden engen Verbindungen zwischen den für Wirtschaft und Finanzen verantwortlichen französischen und deutschen Ministern, ebenfalls die Idee einer Vereinigung der beiden Parlamente bei der Vorbereitung ihrer jeweiligen Haushalte geäußert.

---

## **Die deutsch-französischen Beziehungen im Mittelpunkt der Zukunft der Europäischen Union**

„Wenn Frankreich und Deutschland eine gemeinsame Position vertreten, dann kann Europa das auch ... Dieser Lehrsatz funktioniert immer.“ So lautet die Feststellung von Bernard de Montferrand, dem ehemaligen französischen Botschafter in Deutschland, vor dem Ausschuss. Der Beweis dafür wurde einmal mehr anlässlich der Vorbereitung des Europarates am 28./29. Juni diesen Jahres erbracht: Der Austausch zwischen der Kanzlerin und dem Präsidenten der Republik und das gemeinsame Treffen von vier Staatsmächten durch Einladung des spanischen Regierungspräsidenten durch M. Monti hat in der Tat zu einer Annäherung der Haltungen bezüglich einer Notwendigkeit der Ankurbelung des Wachstums sowie ferner zur Möglichkeit einer Verwendung europäischer Hilfsfonds für den Schuldentrückkauf, geführt.

Europa steht mit dem Rücken zur Wand: die Eurokrise hat die auf politischer und demokratischer Ebene sehr tiefgreifende institutionelle Krise auf unmissverständliche Weise klargemacht, die eine Festigung der Solidarität auf allen gesellschaftlichen Ebenen erfordert. Obwohl es unmittelbar nötig ist, die offenen Themen in Bezug auf die Errichtung eines echten Kontroll- und Steuerungssystems, insbesondere in wirtschaftlichen und Finanzfragen, weiter zu verfolgen, steht dennoch wesentlich mehr auf dem Spiel. Angesichts der öffentlichen Meinung, die besorgt ist über das weitere Werden des Europäischen

Gebäudes und der Zukunft Europas an sich, muss man sich zur Wiederherstellung eines erheblich beeinträchtigten Vertrauens auf eine Vertiefung der politischen und demokratischen Dimension der EU hin bewegen und die Europäer zu echten Akteuren momentaner und zukünftiger Entwicklungen machen. **In dieser Hinsicht werden die Haltungen Frankreichs und Deutschlands sowie ihre entsprechenden Initiativen weiterhin von entscheidender Bedeutung sein.**

## Die politische und demokratische Vertiefung der Europäischen Union

Die Europäische Union befindet sich an einem entscheidenden Wendepunkt ihrer Geschichte, den sie in einem Umfeld aushandeln muss, das bestimmt ist von sehr vielen Unsicherheiten: Der finanzielle Rettungsschirm für mehrere Länder, die sich inmitten eines wirtschaftlichen und sozialen Stillstands befinden, eine sich ausbreitende Rezession, die auch Deutschland bedroht, der Anstieg des Euroskeptizismus unter der Bevölkerung mit einem hohen Maß an Misstrauen, sowie die Fragen zur Gültigkeit der Prinzipien gegenseitiger Hilfe und Solidarität unter den Mitgliedsstaaten.

Die Debatte zu den Mitteln und Wegen einer Vertiefung der Europäischen Union, die ohne eine langfristige politische Vision nicht möglich sein wird, ist weitgehend in Gang gebracht. Politische Führer, Analysten und Beobachter teilen die Feststellung, dass Europa ein neues Kapitel aufschlagen sollte. Die europäischen Institutionen haben in ihrer Architektur und ihrer Funktionsweise ihre Grenzen gezeigt und somit die Schwachstellen der aktuellen Führungsstrukturen der EU kompromisslos beleuchtet. Daher hat die Bewältigung der Krise, insbesondere der Euro-Krise, die, unter dem Druck der Ereignisse, dem Rat und der EZB eine Vorrangposition vor den anderen europäischen Institutionen zuweist, klar die extreme Komplexität des Gesamtkonstrukts aufgezeigt. Die Nebeneinanderstellung des Präsidenten des Europarates, des halbjährlichen Vorsitzes der EU, des Präsidenten der Kommission, des Präsidenten des Europa-Parlaments, sowie des Präsidenten der Eurogruppe und des EZB-Präsidenten, scheint im Übrigen nur schwer verständlich und wirkt sich keinesfalls auf die Klarheit der Botschaften für die Bevölkerung aus. Und die Frage der demokratischen Rechtmäßigkeit der allesamt extrem komplexen und verwickelten Maßnahmen oder Instrumente, wie beispielsweise der europäische Solidaritätsmechanismus (ESM), weisen ebenfalls eher eine Nicht-Transparenz auf und nähren somit weiter das Bild eines technokratischen Europas, das zu abstrakt und zu unnahbar für das Verständnis seiner Bürger ist.

In diesem Kontext keimen die Vorschläge für eine institutionelle Reform der EU. **Seit Beginn der Wirtschafts- und Finanzkrise hat Deutschland die Initiative für Gespräche über die Zukunft der EU ergriffen.** Seither hat Frau Merkel wiederholt ihre Haltungen präzisiert und diesbezüglich insbesondere die Übertragung der Kompetenzen an die Kommission, die Wahl ihres Präsidenten durch allgemeines Wahlrecht und die Konsolidierung der Rolle des Parlaments betont, die ihrerseits im Van Rompuy-Bericht angesprochen wurden. **Diese Projekte zeugen von großen Ambitionen, doch muss man sie eher wie eine Eröffnungserklärung für Gespräche über den nationalen Kompetenztransfer betrachten, dem jeder einzelne Staat, in einer Vorgehensweise geteilter Souveränität im Rahmen neu gestalteter und demokratisch rechtmäßigerer Instanzen, zuzustimmen bereit sein wird.** Der Präsident der Republik hat seinerseits seine Vision Europas präsentiert: Ein Europa „mehrerer Gangarten mit verschiedenen Kreisen“, eine „noch politischere“

Führungsstruktur der Euro-Zone mit einer Verfestigung der Eurogruppe sowie monatliche Treffen der Staats- und Regierungschefs aller an dieser Zone angeschlossenen Länder. Auch der Kommissionspräsident hat sein Projekt der „Föderation der Nationalstaaten“ vorgelegt. Die Tagesordnung der kommenden Monate sollte es Frankreich gestatten, seine Vorschläge weiter auszubauen und gegenüber Deutschland seinen kompletten Platz in der Debatte einnehmen zu können. Es liegen jedoch noch weitere Themen auf dem Tisch, wie beispielsweise die Möglichkeit der Einrichtung verstärkter Kooperationen in einer gewissen Anzahl von Bereichen. Die von den 11 Mitgliedsstaaten der Eurozone ausgedrückte Bereitschaft, gemeinsam auf die Schaffung einer Finanztransaktionssteuer hinzuwirken, verläuft in diesem Fahrwasser.

Angesichts der Vielfaltigkeit der Kulturen und politischen Ausgangslagen der verschiedenen europäischen Staaten, stellt dies eine schwierige und heikle Aufgabe dar. Umso mehr noch, da die Menschen das Gefühl haben, diese Reformprojekte gingen an ihnen vorbei, entzögen sich ihrem Verständnis und würden sowieso ohne sie verabschiedet werden. **Jeder Einzelne ist sich jedoch unmissverständlich darüber im Klaren, dass es derzeit weder darum gehen kann, einen Super-Europastaat zu errichten, noch die momentane Konstellation beizubehalten.**

Die Staats- und Regierungschefs sind daher aufgerufen, sich an die Bildung eines neuen subtilen und ursprünglichen Kräftegleichgewichts zwischen den Einzelsatten und der Union zu machen und dabei in ihren Überlegungen die Notwendigkeit einer verstärkten Miteinbeziehung der Bürger an der Funktionsweise und den Beratungsprozessen mit zu berücksichtigen. **So wie in der Vergangenheit wird auch hier der französisch-deutsche Dialog, ausgeweitet auf alle Mitgliedsstaaten, die ebenfalls Fortschritte in dieselbe Richtung erreichen wollen, im Mittelpunkt der zu beschließenden Themen und Schlichtungsverfahren stehen.**

Angesichts der doppelten Herausforderung, die Funktionsweise und die Tätigkeit der EU transparenter zu machen sowie die Europäer von der Richtigkeit der europäischen Ebene beim Angehen und Bewältigen der Krise zu überzeugen, **ist die Mobilisierung und die Miteinbeziehung der Zivilgesellschaften von größter Dringlichkeit.** In dieser Hinsicht **wird sich die deutsch-französische Achse als entscheidend für eine nicht mehr umkehrbare Beschleunigung aller Schritte in diese Richtung, der Skizze eines Leitbildes für die Bevölkerung und der Schaffung von Bedingungen für einen Dialog und eine aktive Partizipation der Bürger erweisen. Ein Leitbild, das nicht nur bei der Gleichung Sparpolitik/Wachstumsankurbelung verharret, sondern wieder einen politischen Horizont schafft, der fest in den Solidaritäts- und Nachbarschaftsprojekten und Räumen verankert ist, die für die Bevölkerung, insbesondere junge Menschen, sinnstiftend und zukunftsweisend wirken.**

## Das wirtschaftliche und finanzielle Steuerungssystem

Nach den seit Beginn der Griechenland-Krise insgesamt 18 einberufenen Europaratsversammlungen und ganz zu schweigen von einem historischen oder einem Gipfel mit Durchbruchcharakter, ist es den Regierungschefs gelungen, den Europarat vom 28./29. Juni zu einem Gipfel voller Willenskraft werden zu lassen, da eine einvernehmliche Position bezüglich der dringendsten Entscheidungen zugunsten einer echten Stützung der Eurozone, sowie bei den Vorkehrungen in Richtung Wirtschafts- und Geldintegration erreicht wurde: Die Möglichkeit einer **Neufinanzierung der europäischen Banken** durch

den Europäischen Solidaritätsmechanismus (ESM), mit der Errichtung einer einzigen Bankenkontrollaufsicht; einer **Lockerung der Bedingungen für die Verwendung der Hilfsfonds**, die Hinzufügung, als Anhang zum Stabilitäts- und Wachstumspakt, eines **nachhaltigen Wachstum- und Beschäftigungspaktes** mit dem Ziel, im Rahmen der strategischen Ziele der EU 2020 und des o.g. Stabilitätspaktes, die Wirtschaften via der **Festigung des EU-Marktes, Erleichterungen der Regulierungsverfahren für Unternehmen, der Vollendung des Energiemarktes, des Akzents auf Investitionen zugunsten der Forschung und Förderung von Beschäftigung**... zu unterstützen.

Die Herausforderung besteht jetzt darin, diese Instrumente in die Praxis umzusetzen, was notwendigerweise eine geraume Zeit erfordern wird. In einer Rezessionsumgebung ist hierzu jedoch eine **extrem stabile Mobilisierung der europäischen Staatsoberhäupter, in erster Linie jedoch des französischen Staatspräsidenten und der deutschen Kanzlerin** gefordert. Der anlässlich des Europarats vom 18./19. Oktober 2012 zwischen Frankreich und Deutschland bezüglich der schrittweisen Errichtung einer Bankenaufsicht in der Eurozone erzielte Kompromiss, ist ein deutlicher Beweis für die Notwendigkeit einer Verständigung beider Länder. Am 1. Januar 2014 soll daher die Überwachung von 6000 Banken in Kraft treten, wobei sich hinsichtlich der Terminvorstellungen und des Umfangs der betroffenen Banken deutliche Divergenzen gezeigt haben. **In diesem Zusammenhang bemisst man daher die Bedeutung der Herausforderung für beide Staaten nicht nur daran, kurzfristig zu konkreten Maßnahmen für die Umsetzung der unterschiedlichen Mechanismen zu kommen und gleichzeitig bei anderen grundlegenden Fragen Fortschritte zu erzielen**<sup>30</sup>, die v.a. im Zwischenbericht für eine Stärkung der Wirtschafts- und Währungsunion erörtert wurden: vertragliche Einigungen zwischen der EU und den Mitgliedsstaaten über zu realisierende Strukturreformen für mehr Abstimmung in der Wirtschaftspolitik, eine Konsolidierung des Haushalts der Eurozone mittels eines Koordinationsrahmens stärker vorgelagerter Haushaltspolitiken, die Schaffung eines eigenen Budgets für die Eurozone, die dennoch nicht dieselben Herangehensweise zwischen Frankreich und Deutschland zeigen, das sich gegen jede Form der Vergemeinschaftung von Schulden ausgesprochen hat.

**Was den Pakt für Wachstum und Beschäftigung betrifft**, dessen Umsetzungsdatum auf sich warten lässt, **so erweist sich dieser als eher bescheiden**. Der Betrag seiner Mittel in Höhe von 120 Mrd. Euro entspricht 1% des Bruttonationaleinkommens der EU. Drei europäische Institute sprechen hingegen in ihren Schätzungen der Folgen der Sparpolitik in der Eurozone von Kosten in Höhe von 7%.

Obendrein beruht dieses 55 Milliarden-Euro-Paket auf den Strukturfonds und auf der Kalkulation, dank einer Privatkapitaleinlage den angenommenen Kapitalzuwachs der EIB durch die EU-Statten versechsfachen und so eine Summe von 10 Milliarden Euro erreichen zu können. Auf jeden Fall gibt es viele Stimmen, die diesem Pakt mangelnde Glaubwürdigkeit unterstellen insofern, dass sich zuerst die Sparpolitiken, die Haushaltseinschnitte und die Erhöhung der Unternehmens- und Haushaltsbesteuerung durchgesetzt haben, angesichts einer im Gegenzug weiter steigenden Arbeitslosigkeit, verstärkter Ungerechtigkeit und Verarmung und einer weiteren Verschlechterung der wichtigsten öffentlichen Versorgungseinrichtungen – Ausbildung und Gesundheit. Laut IAO **könnte, wenn keine Kursänderungen vorgenommen werden, die Arbeitslosenzahl in der Eurozone von derzeit 17,4 Millionen auf 22 Millionen steigen**. Man kann daher angesichts dieser

---

<sup>30</sup> Zwischenbericht von Van Rompuy zusammen mit den Präsidenten der Kommission, der Zentralbank und der Europagruppe.

Bedingungen gut verstehen, dass immer mehr Stimmen laut werden und eine wirkliche Debatte über die Angemessenheit dieser Pläne im Kontext einer wirtschaftlichen Stagnation, ja sogar Rezession, in der sich ganz Europa derzeit befindet, fordern. Die jüngsten Empfehlungen der Arbeits- und Sozialminister hinsichtlich einer halbjährlichen Prüfung der wirtschaftlichen und sozialen Steuerungssysteme, insbesondere dank der Einführung eines neuen Ergebniskontrollmechanismus im Bereich sozialer Absicherung haben ihre Ursache in ähnlichen Befürchtungen.

---

## Schlussfolgerung

Die Europäische Union befindet sich im Kontext einer sehr tiefgreifenden Krise an einem Scheideweg. Es muss ihr nun gelingen, in Bezug auf gemeinsame und ihre Identität bildenden Werte wieder Elan und Fantasie zu schaffen. Der Friede, die Demokratie, das Streben nach Wohlstand, die Achtung und Wahrung der Sozialrechte, die Nahrungsmittelsouveränität, der Natur- und Umweltschutz und die kulturelle Vielfalt sind alles Themen, die neue Visionen benötigen. Das europäische Projekt muss in eine erneuerte politische Vision eingebettet werden, die den Bürger, insbesondere junge Menschen, in den Mittelpunkt der Überlegungen, Anliegen und des Engagements stellt. Durch gemeinsam getragene Initiativen und darüber hinaus durch sinn- und solidaritätsstiftende Initiativen den Europäern wieder Vertrauen zurückzugeben, Vernunft und Intelligenz sowie die Energie und einen Geist der Offenheit zu mobilisieren – alles Punkte, die ja den Reichtum der Zivilgesellschaften ausmachen – das sind die Herausforderungen, die derzeit bewältigt werden müssen.

Der 50. Jahrestag des Élysée-Vertrags bietet für Frankreich und Deutschland diesbezüglich eine besonders günstige Gelegenheit zum Handeln und dafür, ihrer Zusammenarbeit und dem europäischen Projekt insgesamt neuen Schwung zu verleihen.

# Anhänge

## Anhang 1: Ergebnis der Abstimmung des Ausschusses über die Studie am 20. November 2012

**Dafür gestimmt haben: 24**

Landwirtschaft	Hr. Lemétayer
Handwerk	Fr. Sassano
Verbände	Hr. Charhon
CFDT (Französischer Demokratischer Gewerkschaftsbund)	Hr. Quarez
CFE-CGC (Französische Angestell- tengewerkschaft)	Fr. Couvert
CGT (Allgemeiner franzö- sischer Gewerkschaftsbund)	Fr. Cru-Montblanc
CGT-FO (Allgemeiner französischer Gewerks- chaftsbund der Arbeitne- hmer)	Hr. Veyrier (président)
Zusammenarbeit	Fr. de l'Estoile
Unternehmen	Fr. Vilain
Umwelt und Natur	Hr. Genest
Genossenschaften	Hr. Andreck
Qualifizierte Personen	Fr. Cayet Hr. Gall Hr. Guirkinger Hr. Hochart Hr. Kirsch
UNAF (Union Natio- nale des Associations Familiales – Nationalver- band der Familienver- bände)	Fr. Therry

Mitbeteiligte Personen

Hr. Balme,  
Fr. Chiche  
Hr. Cornillet  
Fr. Soullié  
Hr. Terrenoire  
Hr. Vallée  
Hr. Wirth

## Anhang 2: Bibliographie

---

Französische Agentur für internationale Investitionen (AFII), *Ausländische Investitionen zur Schaffung von Arbeitsplätzen in Frankreich; Jahresbericht 2011*

Robert-Schuman-Stiftung, Mittelpunkt für Europastudien (CES), *Der Zustand der Union, Schuman-Bericht über Europa 2012*

Isabelle de Kerviler, *Wettbewerbsfähigkeit: das Problem eines neuen Entwicklungsmodells*, Mitteilung des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates; 19. Oktober 2011

Konrad Adenauer Stiftung, Institut français des relations internationales (Ifri), *Frankreich-Deutschland: Fünf Visionen für Europa*; Studie im Rahmen des deutsch-französischen Dialogs; Mai 2010

Bernard de Montferrand, Jean-Louis Thiériot, *Frankreich - Deutschland. Die Stunde der Wahrheit*, Paris, Editions Tallandier; 2011

Deutsch-Französischen Jugendwerkes (OFAJ), *Aktivitätsbericht 2010, Erfinden die deutsch-französischen Beziehungen von morgen*, Deutsch-Französischen Jugendwerkes bericht 2010

Deutsch-Französischen Jugendwerkes (OFAJ), *Aktivitätsbericht 2011, Inspirieren die neue deutsch-französischen generationen*, Deutsch-Französischen Jugendwerkes bericht 2011

Journal der Charles-de-Gaulle Stiftung, *De Gaulle und Adenauer: Begründer der deutsch-französischen Freundschaft*; Espoir N° 169, Sommer 2012

Daniela Schwarzer, *Frankreich-Deutschland: so weit, so nah?*, Studie der Robert-Schuman-Stiftung; 11. Dezember 2008

Alain Terrenoire, *Der westliche Balkan und die Europäische Union*, Studie des Wirtschafts- und Sozialrates; 29. November 2007

Yves Veyrier, *Die Europäische Union und ihre nachbarschaftlichen Beziehungen*, Studie des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates; 20. Mai 2009



## Anhang 3: Liste der befragten Personen

---

Zur Ergänzung und Vervollständigung der Informationen hat der Ausschuss folgende Personen angehört:

- ✓ **Hr. Maurice Gourdault-Montagne,**  
*Französischer Botschafter in Deutschland*
- ✓ **Hr. Bernard de Montferriand**  
*Ehemaliger Französischer Botschafter in Deutschland*
- ✓ **Fr. Béatrice Angrand**  
*Generalsekretärin des Deutsch-Französischen Jugendwerkes (DFJW)*
- ✓ **Fr. Gabriele Bischoff**  
*Leiterin der Abteilung Europapolitik des DGB sowie Mitglied des Wirtschafts- und Sozialrates*
- ✓ **Hr. Frank Baasner**  
*Leiter des Deutsch-Französischen Instituts (DFI) in Ludwigsburg*
- ✓ **Hr. Jean-Dominique Giuliani**  
*Präsident der Robert-Schuman Stiftung*
- ✓ **Hr. Alfred Grosser**  
*Prof. emerit. der Universitäten des IEP (Institut d'études politiques) Paris, Vorsitzender des Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC) (Zentrum für Information und deutsche Gegenwartsforschung)*
- ✓ **Hr. Michael Ohnmacht**  
*Stellv. Generalsekretär für Deutsch-Französische Zusammenarbeit des Ministers für Europafragen.*

Der Referent dankt an dieser Stelle auch **General Wirth**, Mitglied des Ausschusses für Europa- und internationale Fragen für seine persönlichen Erfahrungsberichte zur deutsch-französischen militärischen Zusammenarbeit.

## Anhang 4: Tabelle der Abkürzungen

---

AEFA	Agence pour l'enseignement français à l'étranger (Agentur für Französischunterricht im Ausland)
BCE	Banque Centrale Européenne (EZB - Europäische Zentralbank)
BEI	Banque européenne d'investissement (EIB - Europäische Investitionsbank)
CAPES	Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré (Lehramtprüfung für die Sekundarstufe)
CEFFA	Conseil économique et financier franco-allemand (DFFWR – Deutsch-französischer Finanz- und Wirtschaftsrat)
CES	Comité économique et social (WSR – Wirtschafts- und Sozialrat)
CFADS	Conseil franco-allemand de défense et de sécurité (DFVSR – Deutsch-französischer Verteidigungs- und Sicherheitsrat)
CFAE	Conseil franco-allemand de l'environnement (DFSRU – Deutsch-französischer Sachverständigenrat für Umweltfragen)
CIG	Conférence intergouvernementale (Regierungskonferenz)
CIRAC	Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (Zentrum für Information und deutsche Gegenwartsforschung)
CMFA	Conseil des ministres franco-allemand (Deutsch-französischer Ministerrat)
DGB	Deutscher Gewerkschaftsbund
EADS	<i>European Aeronautic Defense and Space company</i>
HCCFA	Haut conseil culturel franco-allemand (DFKR – Deutsch-französischer Kulturrat)
MES	Mécanisme européen de solidarité (ESM – Europäischer Solidaritätsmechanismus)
OCCAR	Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (Organisation für die gemeinsame Rüstungszusammenarbeit)
OFAJ	Office franco-allemand pour la jeunesse (DFJW – Deutsch-französisches Jugendwerk)
OIT	Organisation internationale du travail (IAO – Internationale Arbeitsorganisation)
ONU	Organisation des Nations unies (UNO – Organisation der Vereinten Nationen)
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (NATO)
PAC	Politique agricole commune (GAP – Gemeinsame Agrarpolitik)
PESC	Politique étrangère et de sécurité commune (GASP – Gemeinsame Außen- und Sicherheitspolitik)
PESD	Politique européenne de sécurité et de défense commune (ESVP - Europäische Sicherheits- und Verteidigungspolitik)
PEV	Politique européenne de voisinage (ENP – Europäische Nachbarschaftspolitik)
PIB	Produit intérieur brut (BIP – Bruttoinlandsprodukt)
RFA	République fédérale d'Allemagne (BRD – Bundesrepublik Deutschland)
UE	Union européenne (EU – Europäische Union)
UFA	Université franco-allemande (DFH - Deutsch-französische Hochschule)





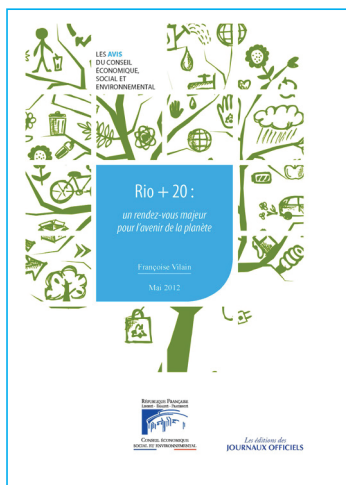












## Dernières publications de la section des affaires européennes et internationales

- *Rio + 20 : un rendez-vous majeur pour l'avenir de la planète*
- *Gagner la bataille de l'exportation avec les PME*

### LES DERNIÈRES PUBLICATIONS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL (CESE)

- *La filière automobile : comment relever les défis d'une transition réussie*
- *La valorisation de la forêt française*
- *Le coût économique et social de l'autisme*
- *L'emploi des jeunes*
- *Réussir la démocratisation de l'enseignement supérieur : l'enjeu du premier cycle*
- *L'investissement public : malgré les difficultés, une priorité*
- *L'ouverture à la concurrence des services ferroviaires régionaux de voyageurs*

**Retrouvez l'intégralité  
de nos travaux sur  
[www.lecese.fr](http://www.lecese.fr)**

Imprimé par la direction de l'information légale et administrative, 26, rue Desaix, Paris (15<sup>e</sup>)  
d'après les documents fournis par le Conseil économique, social et environnemental

N° de série : 411130003-000113 – Dépôt légal : janvier 2013

Crédit photo : shutterstock

Direction de la communication du Conseil économique, social et environnemental

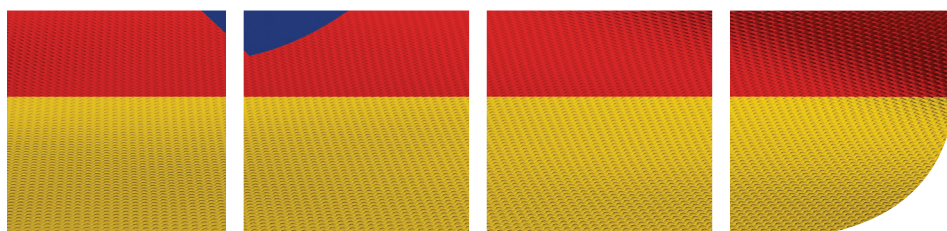




LES **ÉTUDES**  
DU CONSEIL  
ÉCONOMIQUE  
SOCIAL ET  
ENVIRONNEMENTAL

La célébration du cinquantième anniversaire de l'amitié franco-allemande, au-delà des commémorations officielles, doit être l'occasion pour la France et l'Allemagne de faire, avec lucidité et sans concession, un bilan de leur coopération et de dessiner le chemin à emprunter pour approfondir leur relation et faire face aux défis qui se posent à l'Union européenne.

Dans ce contexte, cette étude s'attache à mettre l'accent, d'une part, sur le caractère unique de la relation franco-allemande fondée sur un dialogue permanent à tous les niveaux et des liens très étroits entre les sociétés civiles, d'autre part, sur l'importance d'un nouvel élan à redonner à leur coopération au service d'une vision politique renouvelée de l'Union européenne porteuse de solidarités et mobilisatrice pour tous les citoyens.



CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL  
ET ENVIRONNEMENTAL  
9, place d'Iéna  
75775 Paris Cedex 16  
Tél. : 01 44 43 60 00  
[www.lecese.fr](http://www.lecese.fr)



**Direction  
de l'information légale  
et administrative**  
accueil commercial :  
01 40 15 70 10

**commande :**  
Administration des ventes  
23, rue d'Estrées, CS 10733  
75345 Paris Cedex 07  
télécopie : 01 40 15 68 00  
[ladocumentationfrancaise.fr](http://ladocumentationfrancaise.fr)

N° 41113-0003 prix : 12,90 €  
ISSN 0767-4538 ISBN 978-2-11-1209077

